

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

PEROU



**Victoire de l'izquierda unida  
aux élections municipales**

TURQUIE

**Un  
gouvernement  
civil sous  
surveillance  
militaire**



YOUGOSLAVIE

**Le débat autour de la nouvelle réforme économique**

**Sommaire du numéro 164 du 9 janvier 1984**

3	FRANCE	Libération des trois soldats emprisonnés à Landau	Jean-Louis MICHEL
5	TURQUIE	Un gouvernement civil sous surveillance militaire	Fuat ORÇUN
11	YUGOSLAVIE	Débats autour de la nouvelle réforme économique	Catherine VERLA
15	RDA	Les femmes pour la paix	DOCUMENTS
17	PEROU	Victoire électorale de la Gauche unie aux municipales	« COMBATE SOCIALISTA »
18	--	Un bilan autocritique du Parti révolutionnaire des travailleurs	PRT
20	SRI LANKA	La responsabilité du gouvernement dans les massacres anti-tamouls	Upali DA SILVA
24		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		MICRONESIE : Les bases américaines de l'océan Pacifique. MEXIQUE : La Liga Socialista rejoint le PRT. ITALIE : Pétition pour un référendum populaire sur les missiles de l'OTAN. SENEGAL : Campagne de meetings de l'OST. PUBLICITE : Le second volume de <i>la Genèse du capital de Karl Marx</i> , de Roman Rosdolsky doit paraître.	
28	GRANDE-BRETAGNE	30 000 femmes contre les missiles à Greenham Common	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT  
25 NUMÉROS  
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

**POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES**

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# Libération des trois soldats emprisonnés à Landau

La mobilisation de solidarité internationale a fait reculer les autorités françaises

**C'**EST une procédure exceptionnelle qu'a utilisé le gouvernement français, à la mi-octobre, lorsqu'il a fait poursuivre devant le tribunal militaire de Landau, en République fédérale allemande (RFA) trois jeunes soldats proches de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), pour « incitation de militaires à commettre des actes contraires à la discipline et au devoir » et pour « violation de consignes ».

Les Tribunaux permanents des forces armées (TPFA), qui avaient une longue tradition de répression au nom du militarisme, ont été dissous le 21 juillet 1982 par un vote de l'Assemblée nationale élue en juin 1981. Exception notable cependant, le gouvernement arguait alors de la situation particulière des troupes françaises stationnées en RFA pour maintenir, sous le prétexte fallacieux d'accords internationaux,

Jean-Louis MICHEL

L'accusation qui entraîna la mise au secret, puis l'incarcération de ces trois jeunes soldats à la forteresse militaire de Landau, repose sur deux infractions au très réactionnaire Règlement de discipline générale des armées (RDGA). Il leur est avant tout reproché d'avoir signé, avec quelques 150 de leurs camarades des garnisons françaises d'Allemagne, un texte en faveur du retrait des troupes étrangères des deux Allemagnes. En outre, fut retenue contre eux leur participation aux luttes collectives des soldats (formation de comités dans les unités, édition de bulletin), un fait pourtant courant dans les unités françaises depuis une dizaine d'années.

Arrêtés le 10 octobre pour les deux premiers soldats, trois jours après pour le troisième, interrogés illégalement par les inspecteurs de la Protection et de la sécurité de la défense (PSD, héritiers de la sinistre sécurité militaire), et enfin déferés devant le TMA de Landau, ils auront passé respectivement six et huit semaines en prison. C'est en effet le 24 novembre qu'Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz étaient mis en liberté provisoire, tandis qu'Etienne Patoor devait attendre le 9 décembre pour bénéficier de la même mesure. Ces premières victoires contre la répression militariste n'ont été obtenues qu'au prix d'une intense activité de solidarité, tant en France que dans plusieurs autres pays européens.

## UNE CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ EXEMPLAIRE

Dès que furent connues les arrestations, la LCR et le Groupe International-Marxisten (GIM), sections française et allemande de la IVe Internationale, prirent l'initiative d'organiser la solidarité. Ce faisant, elles renouaient, cinquante ans plus tard, avec l'expérience de collabora-

tion internationale des jeunes partis communistes français et allemand pendant l'occupation de la Ruhr par les troupes de l'impérialisme français, en 1923.

une juridiction d'exception, le tribunal militaire de Landau. Seule nouveauté par rapport aux anciens tribunaux militaires, des juges civils siègeraient désormais à Landau, à des fins de respectabilité évidente, mais les droits de la défense n'étaient toujours pas garantis devant ce tribunal militaire « new look ». Peu de monde, surtout dans les rangs de la majorité gouvernementale, imaginait alors que cet arsenal répressif serait utilisé si rapidement, seulement quinze mois plus tard, contre des appelés, pour délit d'opinion. C'est la première raison pour laquelle l'inculpation d'Olivier Lecour-Grandmaison, Laurent Fritz et Etienne Patoor devant le Tribunal militaire des armées en Allemagne (TMA) de Landau provoqua d'emblée un beau tollé (1).

*Ils demandent le retrait des troupes étrangères  
des deux parties de l'Allemagne:*

**Ils sont emprisonnés à Landau !**



Collectif de solidarité: c/o Millaud 50 bd Jean Jaurès 92110 Clichy La Garenne  
c/o Angela Klein Mainzer Landstr. N.147, 6000 Frankfurt 1 Soutien financier à l'ordre de François Castaing

tion internationaliste des jeunes partis communistes français et allemand pendant l'occupation de la Ruhr par les troupes de l'impérialisme français, en 1923.

Cette action commune des révolutionnaires, de part et d'autre du Rhin, a grandement contribué au succès de cette campagne de défense des victimes du militarisme. En effet, il ne suffit pas qu'une revendication, qu'une exigence de masse — dans ce cas précis parmi les troupes d'occupation — soit juste pour qu'elle suscite spontanément un large soutien dans la population civile. Sans le travail d'information et de mobilisation entrepris sur place par nos camarades allemands, la campagne démocratique n'aurait sans doute pas eu l'impact qui a permis d'obtenir une libération rapide des trois de Landau. Mis à part l'Allemagne, les initiatives prises dans plusieurs pays, en particulier au Danemark, ont largement contri-

bué aux dernières victoires. Soucieux de son image de marque internationale, le gouvernement français a dû tenir compte de cette solidarité exprimée à l'étranger auprès de ses ambassadeurs.

En France même, l'activité de solidarité, initiée à la faveur d'un appel de 150 personnalités, a très vite connu un développement de masse dans les entreprises. 40 000 signatures recueillies en 40 jours, cela représente un rythme moyen de 1 000 signatures par jour. Les travailleurs des PTT (Postes, téléphones et télécommunications) notamment, qui avaient mené une longue lutte peu de temps auparavant, ont, parmi d'autres, répondu massivement à cet appel. Bien souvent, les militants du Parti socialiste, comme

1. Cf. *Inprecor* numéro 159 du 24 octobre 1983, et numéro 160 du 7 novembre 1983.

ceux du Parti communiste, se sont associés, à la base, au mouvement de protestation. De nombreuses prises de position syndicales ont été adressées au ministre de la Justice, Robert Badinter, et au ministre des Armées, Charles Hernu, l'un et l'autre membres du Parti socialiste. Bien que par certains aspects moins spectaculaire que des campagnes précédentes, la mobilisation en solidarité avec les trois de Landau engendra un profond mouvement de protestation parmi les travailleurs, qui se fit très contraignant pour les partis de la majorité gouvernementale.

On retrouve là une constante de ce qui fait l'efficacité des campagnes démocratiques, surtout lorsque les réformistes sont aux affaires : il ne suffit pas d'accumuler les prises de position trop souvent formelles de personnalités démocratiques, il faut aussi construire un rapport de forces solidement enraciné à la base. Mais pour qu'il en soit ainsi, encore faut-il que les revendications avancées, au-delà de l'indignation légitime suscitée par la répression, rencontrent un assentiment de masse.

### TROUPES ETRANGERES HORS D'ALLEMAGNE

Cette exigence centrale contenue dans la pétition signée par les trois de Landau, et désormais par plusieurs centaines de soldats français des garnisons d'Allemagne, correspond à une aspiration réelle dans la population allemande, en particulier dans la jeunesse.

La présence des troupes des puissances impérialistes française, britannique et américaine en Allemagne fédérale d'une part, la présence des troupes soviétiques en Allemagne orientale d'autre part, témoignent en effet, trente-huit ans après la fin de la Seconde guerre mondiale, du sort réservé au prolétariat allemand par les accords concluant la guerre au profit de l'impérialisme et du stalinisme.

Les gigantesques mobilisations de masse contre le déploiement des nouveaux missiles de l'OTAN en Allemagne fédérale se trouvent directement confrontées à cette présence des armées étrangères. Ainsi, lorsque les manifestants pacifistes se mobilisent autour des bases où seront déployés les missiles de croisière et les fusées Pershing, ils se trouvent en face de soldats étrangers. Les soldats français, et sans aucun doute ceux des autres forces d'occupation, vivent, quant à eux, dans la situation d'inconfort moral et matériel propre aux exilés. Les états-majors, français et américain notamment, cherchent à les dresser contre le mouvement de masse antiguerre, n'hésitant pas à les armer, à leur distribuer des munitions, comme cela s'est passé au mois d'octobre dernier dans de nombreuses garnisons, pour faire face « aux attaques terroristes des pacifistes » ... Dans ces conditions, l'exigence d'un départ des troupes étrangères combine tout à la fois une aspiration immédiate parmi les soldats et une revendication de haut niveau portée par des secteurs de plus en plus nombreux du mouvement antiguerre.

Confronté au déploiement effectif des nouveaux missiles de l'OTAN, le mouvement antiguerre a tout intérêt à s'adresser aux soldats étrangers pour les convaincre que le mouvement de masse n'est pas dirigé contre eux, comme s'efforcent de le leur faire croire les officiers réactionnaires, mais qu'au contraire il défend aussi leurs intérêts en luttant contre la militarisation qui les déporte loin de chez eux et les destine à devenir de la chair à neutrons dans les plans de guerre impérialistes.

Ce qui vaut pour les troupes étrangères en Allemagne vaut aussi pour les troupes nationales, et cela d'un bout à l'autre de l'Europe capitaliste. Aux Pays-Bas, par exemple, le refus de quelques soldats, au printemps 1982, de garder les sites « nucléaires » ou « nucléarisables » a rencontré un écho considérable, non seulement parce que la répression s'est heurtée à une très large riposte, mais aussi parce qu'il a permis au mouvement de masse d'intégrer dans sa stratégie d'opposition un appel aux soldats hollandais les exhortant à se solidariser avec les travailleurs et la jeunesse en lutte contre l'implantation des missiles de croisière US. Résultat pratique de cette initiative, le 29 novembre dernier, une centaine de soldats en uniforme ouvrait la gigantesque manifestation d'un demi-million de Hollandais à La Haye.

De la même manière, la lutte des femmes de Greenham Common, en Grande-Bretagne, n'a pas manqué d'avoir un écho parmi les soldats des garnisons britanniques, qui sont pourtant des professionnels. L'initiative des soldats français en Allemagne s'inscrit dans ce cadre. L'affaire de Landau atteste que les gouvernements impérialistes perçoivent le danger que représenterait pour eux un engagement croissant des soldats aux côtés du mouvement antiguerre. La participation — à des degrés et avec des objectifs, il est vrai, très divers — de soldats hollandais, allemands, grecs et français aux dernières grandes mobilisations de l'automne en porte témoignage. Le mouvement antiguerre, les jeunes travailleurs sous l'uniforme, et la classe ouvrière ont, en revanche, tout à y gagner.

La campagne de solidarité avec les trois soldats de Landau et, au-delà, avec l'ensemble des soldats et garnisons étrangères stationnés dans ce pays qui veulent rentrer chez eux, est désormais

porteuse de trois enjeux principaux.

Le premier tient à la suite qui sera réservée aux poursuites judiciaires engagées par le tribunal militaire. Obtenir l'abandon des poursuites, ce serait contraindre le gouvernement français à reconnaître que les faits qui ont motivé l'inculpation de ces trois soldats (signature de pétitions, participation à un comité de soldats) ne constituent en aucune manière un délit. Il faut imposer, à cette occasion, l'exercice effectif des libertés démocratiques d'information, d'expression et d'organisation dans les bases militaires et les casernes, et créer de la sorte un précédent.

Le second enjeu concerne l'existence même du TMA de Landau comme juridiction d'exception. L'inculpation de nos trois camarades, leur détention arbitraire durant près de deux mois montrent à quel point le maintien de ce tribunal constitue un danger permanent pour les libertés. Il s'agit donc d'exiger sa dissolution définitive.

Le troisième enjeu tient enfin à la position, exprimée par les soldats eux-mêmes, dans la pétition. Revendiquer le départ des troupes étrangères des deux Allemagnes, à l'heure où les négociations sur la réduction mutuelle des arsenaux conventionnels (2) sont suspendues après plus de dix ans de palabres, c'est opter pour un objectif de lutte centrale pour le mouvement antiguerre en Europe. Celui-ci, en soutenant les soldats, ne s'y est pas trompé. Refuser la présence des troupes étrangères dans les deux Allemagnes, c'est tout à la fois refuser le déploiement des nouveaux missiles nucléaires et la menace permanente pour les libertés que représentent ces troupes d'occupation, à l'Ouest comme à l'Est.

Ce sera l'immense mérite de l'action courageuse des trois soldats de Landau et de leurs camarades d'avoir posé publiquement ces problèmes, aujourd'hui parmi les plus décisifs de la lutte pour la paix et les libertés, contre le militarisme. ■

Jean-Louis MICHEL  
21 décembre 1983.

2. Négociations MBFR (Mutual and Balanced Force Reduction, Réduction mutuelle et équilibrée des forces). Ces négociations, ouvertes depuis 1973 et réunissant des dizaines d'Etats, à l'exception notable de la France, avaient entre autres objectifs affichés, la réduction des troupes stationnées en Europe centrale en général, et en Allemagne en particulier.



### AVERTISSEMENT

Le prix de vente unitaire d'Inprecor augmente avec ce numéro et passe à 12 francs français. Toutefois, les abonnements resteront encore à l'ancien tarif pendant quelques semaines. Alors, profitez-en, abonnez-vous ou réabonnez-vous avant la fin février.

« INPRECOR »

# Un gouvernement civil sous surveillance militaire

Après la victoire électorale du Parti de la mère patrie

LE 6 novembre 1983 se sont tenues en Turquie les premières élections législatives depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. 20 millions d'électeurs ont élu les 400 députés de la « Grande Assemblée » (Parlement). Ce processus de retour du pouvoir aux civils s'inscrit dans une tradition spécifique des militaires de ce pays. Par deux fois déjà depuis la Deuxième Guerre mondiale, des juntes militaires ont pris puis rendu le pouvoir aux civils. La dernière fois, l'année 1973 avait ainsi mis fin à une période de régime militaire de deux ans particulièrement répressive, et le retour à un gouvernement civil avait été marqué par une profonde fermentation politique, par le développement des organisations de travailleurs et des organisations révolutionnaires, et par la victoire du Parti républicain populaire (PRP) de Bülent Ecevit (voir encadré). Le gouvernement Ecevit, incapable de faire face à la crise économique et à la radicalisation des masses avait, sous la pression de la droite, instauré la loi martiale, le 26 décembre 1978, dans les principaux centres ouvriers et kurdes.

En novembre 1979, la droite traditionnelle, le Parti de la justice (PJ) dirigé par Suleyman Demirel, reprenait le contrôle du gouvernement et inaugurerait, en janvier 1980, un programme d'austérité qui devait soulever une forte opposition parmi les travailleurs. Mais ce gouvernement fut incapable de mettre fin à la période de chaos économique, social et politique que connaissait le pays, et lorsqu'ils s'emparèrent du pouvoir, les militaires, considérés par beaucoup comme la seule alternative politique, reçurent le soutien d'importantes couches populaires.

À l'automne 1981, le régime militaire a esquissé les premiers pas d'une « ouverture vers la démocratie ». Son calendrier, en plusieurs étapes, proposait d'abord la nomination d'une Assemblée constituante, puis un référendum autour d'un projet de Constitution, et, enfin, la mise en place d'un gouvernement civil. Il s'agissait d'un processus étroitement contrôlé, puisqu'au lendemain même du coup, les militaires, considérés par beaucoup comme la seule alternative politique, reçurent le soutien d'importantes couches populaires.

Fuat ORÇUN

À la veille de l'installation de la dictature militaire sous la houlette du général Kenan Evren, le 12 septembre 1980, la société se trouvait paralysée par son incapacité à faire face à toute une série de problèmes. Sur une période de dix ans où se sont succédés, au rythme moyen d'un par an, différents cabinets constitués par une seule et même coalition, la mise en place d'un gouvernement stable s'est avérée impossible. Dans l'impasse, le Parlement s'est trouvé dans l'incapacité, pendant six mois, d'élire un président de la République. Le régime ne pouvait prendre les mesures nécessaires au remboursement de la dette extérieure, d'un montant total de 26 milliards de dollars en 1979. La mise en œuvre de réformes économiques fondamentales était condamnée par l'impuissance à réorganiser l'ensemble de la production en vue de l'intégration du capitalisme turc à l'économie mondiale.

Taux de croissance négatif, rétrécissement du marché intérieur, hausse de l'inflation, augmentation du chômage, grèves longues de plusieurs mois, caractérisaient la période qui a précédé le coup d'Etat. Face à cette situation, les militaires, une fois au pouvoir, ont immédiatement dissous le Parlement, suspendu la Constitution, interdit les grèves. Parallèlement à ces mesures, une vague d'arrestations massives a été déclenchée contre les syndicalistes, les militants du mouvement ouvrier, démocratique et révolutionnaire, et les combattants du mouvement de libération nationale kurde.

Le faible niveau de mobilisation politique des masses populaires, de même que la confusion et l'impréparation des mouvements révolutionnaires, ont rendu les choses encore plus faciles que les généraux ne l'avaient escompté. Il n'y a eu, de fait, aucune résistance sérieuse au coup d'Etat, et les masses, découragées par les conflits stériles des partis parlementaires

Le projet de nouvelle Constitution fut cependant voté massivement, en novembre 1982. Entre autres, il installait le général Kenan Evren à la présidence de la République, pour 7 ans, et promettait la tenue d'élections législatives avec la possibilité de créer de nouveaux partis pour ces élections.

C'est dans ce cadre qu'ont eu lieu les élections parlementaires de novembre 1983, pour lesquelles, comme lors du référendum sur la Constitution, le vote avait été rendu obligatoire. Trois partis ont été autorisés à s'y présenter. Le Parti de la démocratie nationale (PDN), soutenu plus ou moins ouvertement par la junte, n'a obtenu que 23 % des votes. Le Parti du peuple (PP), se qualifiant de centre-gauche, a obtenu 30 % des votes. Il apparaissait, dans une certaine mesure, comme le continuateur du PRP d'Ecevit. Enfin, le Parti de la mère patrie (Anavatan) de Turgut Ozal, a obtenu, avec 45 % des voix, la majorité absolue des sièges au Parlement. Le vote blanc ou nul préconisé par les dirigeants des partis traditionnels, interdits, n'a récolté que moins de 5 % des suffrages. La victoire d'Ozal, initiateur des mesures d'austérité de janvier 1980 dans le gouvernement Demirel, et qui avait pu continuer sa politique économique comme ministre pendant 22 mois après le putsch, a été saluée par certains porte-parole de la bourgeoisie internationale comme un profond revers pour la junte, sans qu'ils s'en désolent pour autant. Ainsi, le *Financial Times* du 7 novembre 1983 écrit-il : « M. Ozal — en supposant que le Président Kenan Evren le nomme comme Premier ministre — sera maintenant bien placé pour mettre en œuvre les réformes économiques et ouvrir le pays au libre marché. »

Aujourd'hui, Ozal est effectivement Premier ministre. Comment interpréter sa victoire par rapport aux militaires d'un côté, et pour les masses turques et kurdes de l'autre, c'est cette question que traite l'article que nous publions ci-dessous, en évoquant une série de problèmes posés par les résultats des premières élections législatives organisées depuis le coup d'Etat de 1980 et la répression massive qui l'a suivi.

et par des confrontations incessantes entre les fascistes et les mouvements révolutionnaires faisant de huit à dix victimes par jour, ont accueilli le coup d'Etat avec résignation. N'ayant pas rencontré de résistance sérieuse, les militaires ont ainsi été en mesure d'atteindre, au cours de ces trois dernières années, un certain nombre des objectifs qu'ils s'étaient fixés. Ils ont notamment eu les mains libres pour leur politique de répression du mouvement révolutionnaire.

Au cours de ces trois années de dictature, près de 60 000 personnes accusées de terrorisme ont été emprisonnées, sans compter celles qui étaient déjà détenues, et pas moins de 1 200 personnes ont été liquidées. Ces chiffres ont cependant une tout autre signification que ceux, déjà considérables, de la période précédant le coup d'Etat. Alors, on trouvait, parmi les victimes, des « innocents » et des fascistes, tandis que le chiffre de 1 200 personnes tuées concerne presque exclusivement

## Les anciens et les "nouveaux" partis politiques

A titre de comparaison, lors des élections du 5 juin 1977, les résultats des divers partis furent les suivants.

— *Parti républicain populaire (PRP)* : 41,4 %. Ce parti bourgeois se veut l'héritier du fondateur de la République de Turquie, Mustafa Kemal « Atatürk », en 1923. Après l'intervention militaire de 1971, il a changé d'orientation sous la houlette de Bülent Ecevit, et s'est lié à l'Internationale socialiste.

— *Parti de la justice (PJ)* : 36,9 %. Dirigé par Suleyman Demirel, formation conservatrice de centre-droit, qui était au pouvoir au moment du coup d'Etat de 1980.

— *Parti du salut national (PSN)* : 8,6 %. Parti d'obédience islamique. Son dirigeant, Necmettin Erbakan, s'est vu infliger un procès par les généraux en 1981, pour avoir créé un parti contraire à la Constitution, qui, elle, interdit tout parti fondé sur des notions de classe ou de religion, ainsi que ceux qui se réclament du fascisme et du communisme.

— *Parti républicain de la confiance (PRC)* : 1,9 %. Petite formation née d'une scission à la droite du PRP, se proclamant d'un kémalisme intransigeant. Après le putsch, la junte a pensé un moment faire appel à son dirigeant, le professeur Feyzioglu.

— *Parti d'action nationaliste (PAN)* : 6,4 % (environ un million de voix). Organisation fasciste de l'ex-colonel Alpaslan Türkeş, principal responsable des violences politiques avant le putsch. Elle a longtemps participé au gouvernement aux côtés du Parti de la justice. Türkeş fut emprisonné par la junte et accusé d'avoir fondé un parti fasciste.

— Un certain nombre de petits partis et de sectes, de droite ou de gauche, s'étaient également présentés à ces élections, comme le *Parti travailliste (PT)*, obtenant 1 % des voix ou le *Parti de l'union de la Turquie (PU)*, obtenant 0,4 % des voix.

Après son arrivée au pouvoir, la junte a interdit tous les partis politiques et frappé leurs dirigeants d'interdiction de toute activité politique. Pour l'organisation des élections de novembre 1983, de nouveaux partis devaient être créés, avec à leur tête des « hommes nouveaux ». Mais ils devaient passer au travers du filtre sévère mis en place par les généraux. Seuls trois parmi les « nouveaux » partis créés ont été autorisés à se présenter aux élections. Ils ont, dans une certaine mesure, été les catalyseurs des courants politiques traditionnels.

— *Parti de la démocratie nationaliste (PDN)* : 23 % des votes. Dirigé par le général à la retraite Turgut Sunalp, il est souvent catalogué comme le « parti des généraux ». Il se situe dans la mouvance de l'ancien PRC. Soutenu par le général Kenan Evren, il n'est arrivé qu'en troisième position à ces élections.

— *Parti de la mère patrie (PMP ou Anavatan)* : 45 %. Parti de Turgut Ozal, qualifié de « parti des hommes d'affaires ». Grand vainqueur des élections, il obtient la majorité absolue des sièges au Parlement.

— *Parti du peuple (PP ou Halkci)* : 30 %. Dirigé par Necdet Calp, il fut désigné comme le « parti de l'opposition des généraux ». Se prétendant de centre-gauche, il apparaissait, dans une certaine mesure, comme le continuateur du PRP d'Ecevit. Une partie des suffrages obtenus est constituée par des voix social-démocrates traditionnelles.

— D'autres partis se sont constitués avant les élections, mais n'ont pas été autorisés à se présenter. Il s'agit du *Parti de la voie juste (PVJ)*, qui se situe dans la continuité du Parti de la justice de Demirel, et du *Parti de la social-démocratie (PSD)*, avec à sa tête Erdal Inonu, créé par une partie des cadres et des membres du PRP. Quant à Ecevit lui-même, il s'est inscrit dans un autre projet politique, celui de la création future d'un parti de masse appuyé sur les syndicats, un parti de la gauche démocratique. ■

des militants révolutionnaires. De fait, toutes les organisations révolutionnaires ont été écrasées. Les organisations de masse ont été interdites et leurs membres poursuivis. Si la répression se faisait plus sélective dans les grandes villes, au Kurdistan, par contre, elle touchait la population toute entière. Ces coups sévères ont réussi à museler les différents courants du mouvement ouvrier, ainsi que le mouvement de libération nationale kurde, qui, en dépit de leur caractère de masse, étaient néanmoins insuffisamment organisés, même avant le coup d'Etat, pour pouvoir résister efficacement.

### LA JUNTE ET LES PARTIS

Depuis qu'elle est au pouvoir, la junte n'a contracté aucune alliance avec un quelconque parti bourgeois. Les militaires accusaient les partis traditionnels de corrompre la démocratie, et prétendaient en particulier que l'incapacité des deux plus grands partis, le Parti de la justice (PJ) et le Parti républicain populaire (PRP), à former une coalition gouvernementale stable avait été l'un des facteurs qui les avaient obligés à intervenir sur la scène politique. Le journal que publiait le dirigeant du PRP, Bülent Ecevit, après le coup, intitulé *Arayis (Recherches)*, ne s'opposait pas directement à la junte. Il

avait plutôt pour fonction de préparer le terrain pour une future rentrée politique de l'ancien politicien. Ce qui n'a pas empêché la junte de l'interdire. A la suite de cette interdiction, Ecevit a rejoint les coulisses. Le Parti de la justice, de Suleyman Demirel, formation de la droite traditionnelle, au gouvernement au moment du coup d'Etat était confronté à un tout autre problème. La junte continuait en effet à appliquer le même programme économique d'austérité que le gouvernement précédent, et les changements politiques et législatifs qu'elle introduisait dans le pays étaient favorables à la droite (1). Ce n'est donc que très tard que cette dernière réalisa qu'elle n'aurait droit à aucune existence politique propre sous la dictature militaire. Après quoi elle a rejoint l'opposition.

Pour que les nouvelles élections s'inscrivent dans le cadre qu'elle avait défini, la junte prit des mesures pour empêcher les anciens partis de se reformer et n'autorisa que les partis ayant reçu son aval à y participer. Le Parti de la démocratie nationaliste (PDN) a été le premier nouveau parti à se constituer. Au début, il était dirigé en coulisse par le Premier ministre en fonction, Bülent Ulusu. Au cours de la campagne électorale, la propagande du PDN s'est fondée, pour l'essentiel, sur l'anticommunisme. Appuyant officiellement le

putsch de 1980, il ne pouvait guère représenter qu'un simple écho du régime du coup d'Etat, six de ses dirigeants étant par ailleurs ministres en fonction de ce régime.

Le Parti de la mère patrie (Anavatan) de Turgut Ozal, a été le second à se constituer. Lorsque le 24 janvier 1980, une politique d'austérité fut adoptée par le gouvernement Demirel, Ozal était alors membre de son cabinet en tant que conseiller économique. Et, après le coup d'Etat, il est resté en fonction comme ministre de l'Economie. Comme résultat de sa politique de taux d'intérêts très élevés il y a eu, l'année dernière, de nombreux krachs bancaires affectant 155 000 personnes, petits épargnants, retraités, etc., qui avaient confié leur argent à des intermédiaires financiers opérant semi-clandestinement au marché noir. Ces krachs ont porté sur une somme de 55 milliards de livres turques (2). Suite à ce désastre, Ozal a été démis de ses fonctions, mais cela n'a pas empêché son parti d'axer sa campagne électorale sur la poursuite de la politique économique que les décrets d'austérité du 24 janvier 1980 avaient inaugurée.

1. Voir *Inprecor* numéro 143 du 14 février 1983.

2. Au moment de la rédaction de cet article, 1 dollar équivalait à 265 livres turques.

Le troisième nouveau parti, le Parti du peuple (Halkci), s'est formé, quant à lui, sous la direction de Necdet Calp, qui était encore récemment le conseiller du Premier ministre. Le Halkci, qui s'est constitué en tant que parti d'opposition, ne mérite pourtant même pas l'étiquette de « centre gauche ». L'intention initiale des généraux était en effet de constituer un parti de « centre droite » autour du Premier ministre, et un parti d'opposition de « centre gauche » autour du conseiller du Premier ministre. Mais, la junte s'est révélée incapable de parvenir à un accord avec les représentants traditionnels de la droite, et elle n'a pu empêcher la formation d'un second parti de droite, l'Anavatan de Turgut Ozal.

### LES LIMITES DU SYSTEME « MULTIPARTITE » INSTAURÉ PAR LES GÉNÉRAUX

Les généraux ont institué toute une série de changements juridiques et constitutionnels qui ne laissent aucune marge de manœuvre aux partis politiques. Le chef de la junte a été désigné comme Président pour sept ans, et une sorte de Sénat, le Conseil de la République, parallèle au Conseil des ministres et composé par les généraux putschistes, a été mis en place.

Qui plus est, ces nouveaux partis n'ont pas de positions très divergentes concernant les orientations économiques à promouvoir. Le secteur de la bourgeoisie qui produit pour le marché intérieur — et plus particulièrement les entreprises qui connaissent aujourd'hui des difficultés financières — critique l'orientation de la politique économique proposée par Ozal. Ce secteur s'oppose aux projets, qui sont ceux de Turgut Ozal, de réduction de l'inflation par le rétrécissement du marché. Leur argument est que l'inflation ne peut être réduite par la baisse des ventes, dans la mesure où elle est due à une hausse des coûts de production et non à une hausse de la demande et que, dès lors, l'augmentation de la production est la seule voie pour mettre un coup d'arrêt à la hausse des prix. On trouve, dans ce secteur qui contrôle la production de l'acier, de l'automobile et des biens de consommation durables, tous les gros bonnets de l'industrie nationale. Ces compagnies s'avèrent politiquement plus actives et plus influentes que le secteur qui s'est développé grâce à l'exportation, et qui procure des rentrées de devises au pays.

Ni les porte-parole des industriels ni ceux des banquiers n'ont pris une position claire pendant la campagne électorale. La raison en est que la junte a assuré la stabilité de la situation politique et la réorganisation nécessaire à son maintien. Et, de toute façon, au cours des cinq prochaines années, les partis qui présideront aux destinées du pays n'auront que très peu d'espace politique pour engager des changements importants dans le domaine de la politique économique.

Au cours de la période où Turgut Ozal était en fonction (1980-1982), l'aide

que le gouvernement accordait aux industriels et aux investisseurs visait à accroître les exportations. Mais, au cours de l'année dernière, il est apparu nécessaire d'équilibrer cette aide en la répartissant entre les exportateurs et les firmes en difficulté sur le marché national. Et, pour la période à venir, les partis parlementaires devront trouver une voie moyenne entre une politique favorable aux exportations et le soutien aux firmes qui battent de l'aile. A cela, il faut ajouter que l'augmentation des exportations s'est ralentie l'année dernière et que les exportations n'ont pas atteint les prévisions envisagées sur la base des données antérieures. De plus, l'apport en devises fourni par les travailleurs turcs à l'étranger — égal, certaines années, à la moitié de ce que rapportaient les exportations — a lui aussi chuté. Dans les années qui viennent, le remboursement de la dette extérieure arrivant à échéance, il va falloir chercher de nouveaux crédits et s'occuper du rééchelonnement des paiements. A cet égard, Ozal est susceptible d'avoir une plus grande chance de succès, grâce à ses liens avec les organisations financières internationales.

### LES NOUVEAUX PARTIS EXCLUS DES ÉLECTIONS

Bien que la junte ne les ait pas autorisés à participer aux récentes élections, de « nouveaux » partis, continuation de fait des partis traditionnels PJ et PRP, se sont rapidement organisés à travers tout le pays. Il s'agit du Parti de la voie juste (PVJ) et du Parti de la social-démocratie (PSD). L'ancien dirigeant du PJ, Demirel, contrôle toujours les militants de ce vieux parti de droite, et le PVJ, s'il avait pu participer aux élections, aurait obtenu, selon les estimations, les voix d'une très large part de l'électorat de droite traditionnel.

Contrairement à la droite, les dirigeants du PRP se sont, quant à eux, dispersés en diverses fractions adoptant des attitudes différentes face à la junte et face aux élections. Si l'ancien dirigeant du PRP, Ecevit, avait violemment condamné l'intervention militaire du 12 mars 1971, il ne s'est pas opposé avec la même force au coup d'Etat du 12 septembre 1980, pourtant beaucoup plus brutal. L'entourage d'Ecevit estimait que les circonstances faisant suite au coup d'Etat ne per-

## La politique internationale de la Turquie

Survenus juste avant le coup d'Etat militaire en Turquie, les événements d'Iran et d'Afghanistan ont accru considérablement l'importance de la Turquie aux yeux de l'impérialisme US. Ultérieurement, la guerre entre l'Irak et l'Iran et les développements intervenus dans la situation au Moyen-Orient, impliquant le Golfe persique et la question palestinienne, ont ouvert la voie à des relations plus étroites entre la Turquie et les USA. Washington a fourni un support logistique pour moderniser et renforcer l'armée turque, dont l'arsenal était passablement démodé. De nouveaux aéroports furent construits dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), susceptibles d'être utilisés par cette dernière ou par la Turquie elle-même.

En tant que seul Etat pro-occidental stable de la région, la Turquie représente une force de dissuasion qui ne peut cependant pas être directement employée pour des objectifs militaires immédiats. En particulier, l'importance croissante des relations économiques de la Turquie avec l'Iran et l'Irak, à la fois du point de vue des marchés d'exportation et des sources d'importation de pétrole, est un obstacle fondamental sur la route de toute aventure militaire turque dans les conditions présentes. Durant les récents événements du Liban, le porte-parole de la Turquie pour les Affaires étrangères a annoncé l'intention de l'Etat turc de refuser aux USA l'usage de ses aéroports.

Mais un incident de peu d'importance d'un point de vue militaire peut offrir quelques éléments pour comprendre ce qui pourrait éventuellement se passer. En mai dernier, l'armée turque a traversé la frontière irakienne pour mener une opération contre les militants kurdes. Cette opération fut menée avec l'accord du gouvernement irakien. La question nationale kurde étant un facteur explosif dans la région, on peut dire que l'armée turque est toujours prête à aider au maintien de la stabilité des régimes pro-occidentaux dans la région. Cela signifie qu'à côté des intérêts économiques qui la conduisent, la politique turque au Moyen-Orient est également influencée par la question kurde.

En ce qui concerne la question palestinienne, le gouvernement turc actuel continue la politique de tous ses prédécesseurs des quinze dernières années. Comme les régimes arabes, il accorde un soutien pour la forme au mouvement palestinien. Aussi longtemps que n'interviendront pas de changements fondamentaux dans les facteurs internationaux, Ankara poursuivra la même orientation politique au Moyen-Orient.

Les critiques portées à l'encontre du régime militaire turc, pour la façade, par le Conseil de l'Europe et quelques organismes internationaux, n'ont pas eu d'effets réels sur les liens entre la Turquie et l'Europe occidentale. En fait, la dissolution du Parlement par la junte n'a pas eu de conséquences sérieuses, à part le fait que le pays n'est dorénavant plus représenté au Parlement européen, mais toute autre mesure éventuelle avait été reportée jusqu'au lendemain des élections législatives qui viennent de se tenir. ■

mettaient pas de former un nouveau parti social-démocrate. Cependant, à la veille des élections, le bruit circulait qu'un nouveau parti visant à organiser les masses serait fondé juste après les élections.

Le Parti de la social-démocratie (PSD), finalement créé en vue des élections par une fraction des dirigeants de l'ancien PRP, n'a cependant pas été autorisé à participer à la consultation électorale, bien qu'il ait rempli les procédures requises par la junte militaire pour être légalisé en tant que nouveau parti. Sa base est semblable à celle de l'ancien PRP. Selon les estimations, le PSD a plus de répondant au sein de la population que le Parti du peuple, lui aussi fondé par d'anciens responsables du PRP mais sous les auspices de la junte, et qui a été autorisé à se présenter aux élections. Il apparaît donc que la mise à l'écart des formations politiques traditionnelles a limité l'intérêt des masses pour ces élections. Et l'on peut même affirmer que si le vote n'avait pas été rendu obligatoire, le taux d'abstention aurait peut-être été le plus élevé de toute l'histoire de la Turquie.

Les limites imposées par la junte, y compris pour les partis bourgeois, engendreront de gros problèmes dans les années à venir. Selon le général Kenan Evren, ces limitations ont pour but de permettre une transition vers la « démocratie » aussi rapide que possible. A première vue, il peut sembler étrange que les généraux aient rétabli le Parlement sans y avoir été forcés. Cependant, jusqu'à présent, aucune dictature militaire n'a duré très longtemps en Turquie, et la junte a tiré les leçons des interventions et des coups d'Etat militaires précédents. Les militaires turcs savent que le prix à payer sera beaucoup plus fort s'ils se maintiennent au gouvernement que s'ils se retirent du devant de la scène politique, tout en gardant bien en main les moyens de contrôle sur la situation. Ils ont ainsi mis en place un Parlement strictement contrôlé et aux prérogatives limitées leur permettant de préserver leur autorité politique aux yeux de la nation. Dans le même temps, et contrairement à ce qui s'était passé en 1960 et en 1971, les militaires se sont conservés une porte ouverte pour reprendre le pouvoir. En effet, le putsch de 1980 a été accompli sous la direction unanime du haut commandement militaire et n'a pas produit de divisions au sein de l'armée et de sa hiérarchie. Une des conditions qui a permis à la junte d'envisager son retrait du gouvernement sans y être forcée, au moment qu'elle a choisi et sans pour cela ouvrir la voie à une mobilisation de masse radicale, a été le processus de dépolitisation déjà enclenché avant qu'elle ne prenne le pouvoir, et qui s'est depuis lors accéléré. Ce processus s'est approfondi avec les élections récemment organisées et, selon toute vraisemblance, se prolongera encore au-delà.

Une autre raison pour laquelle la junte a pu engager une telle transition, c'est que les forces politiques bourgeoises font preuve d'une très faible volonté d'offrir une alternative au régime actuel. Bien



Arrestation des dirigeants du syndicat Disk. (DR)

plus, tant la droite que les sociaux-démocrates sont terrifiés à l'idée de ce qui pourrait survenir si le mécontentement contre l'armée pouvait s'exprimer librement. Ainsi, la junte, qui est consciente de leurs contradictions et de leurs limites, dispose d'une marge de manœuvre politique très importante.

Qu'ils aient pris part ou non aux élections, les nouveaux partis ne sont en aucun cas susceptibles de s'opposer à la junte. Dès lors, il leur sera très difficile, dans l'avenir, de garder une quelconque autorité aux yeux des masses qui les soutiennent aujourd'hui. Dans la mesure où le Parlement ne peut prétendre représenter réellement les masses, sa dépendance vis-à-vis de l'appareil d'Etat n'en sera que plus totale et, naturellement, par rapport à la composante la plus puissante de cet appareil d'Etat, à savoir l'armée, qui est elle-même censée représenter la « nation ». Et c'est précisément à cette situation que voulait parvenir la junte.

Bien qu'aujourd'hui l'opposition à la junte soit identifiée à la ligne politique la plus conservatrice de ces vingt-cinq dernières années, la situation pourrait changer rapidement et brutalement. Ce que les autorités craignent le plus, c'est de voir se mettre sur pied un mouvement social-démocrate autour d'Ecevit, qui marquerait ainsi l'apparition d'un troisième parti social-démocrate, à côté du parti « social-démocrate » de la junte (à savoir le Parti du peuple) et du PSD, qui a été formé pour jouer le rôle de représentant de ce courant dans les conditions imposées par les militaires. Tandis que la junte interdit aux organisations de masse, aux syndicats et aux associations démocratiques de mener une activité politique, elle tente aujourd'hui de lancer un « mouvement démocratique » pour occuper une place sur la scène politique. Aujourd'hui comme par le passé, un tel mouvement « démocratique » se délimitera de lui-même, et dès le départ, du mouvement ouvrier. A ce propos, un facteur important continue à jouer dans ce sens : tous les partis qui étaient perçus comme sociaux-démocrates étaient des partis se réclamant du kémalisme (3) et se considéraient comme « partis d'Etat » (selon la formule d'Ecevit avant le putsch) : plutôt que comme partis de classe.

## LES SYNDICATS

Aujourd'hui, la confédération syndicale Türk-is clame sur tous les toits qu'elle est l'institution de l'Etat la plus forte après l'armée, et elle continue de poursuivre une orientation prétendument « apolitique » (4). En fait, son secrétaire général était ministre des Affaires sociales jusqu'aux dernières élections. La force politique dominante de cette confédération est le courant de centre-droit, mais on y trouve également un faible courant social-démocrate, de même qu'un courant fasciste. Si, lors des élections, la Türk-is n'a soutenu aucun parti, elle ne s'est pas engagée pour autant dans une quelconque activité d'opposition ces dernières années, en dépit de la chute brutale des salaires au

3. Du nom de Mustafa Kemal « Atatürk » (« Père des Turcs ») qui, après avoir mené la guerre d'indépendance contre la Grèce (1919-1923), construira l'Etat bourgeois turc. Il gouverna avec le parti unique qu'il avait fondé, le Parti républicain du peuple (PRP), mélange de populisme et de chauvinisme, se prétendant au-dessus de la société et des classes et arbitre impartial.

4. Premier syndicat ayant existé en Turquie, créé avec l'aide des syndicats américains. Avec un million d'adhérents, principalement dans le secteur public, c'est aujourd'hui la seule confédération syndicale autorisée, et son secrétaire général était ministre de la Sécurité sociale pendant le gouvernement militaire mis en place par le coup d'Etat de 1980. A sa tête se trouvent des membres du PJ et du PRP.

cours de la période de dictature militaire. Bien plus, elle continue à diffuser sa propagande nationaliste et anticommuniste.

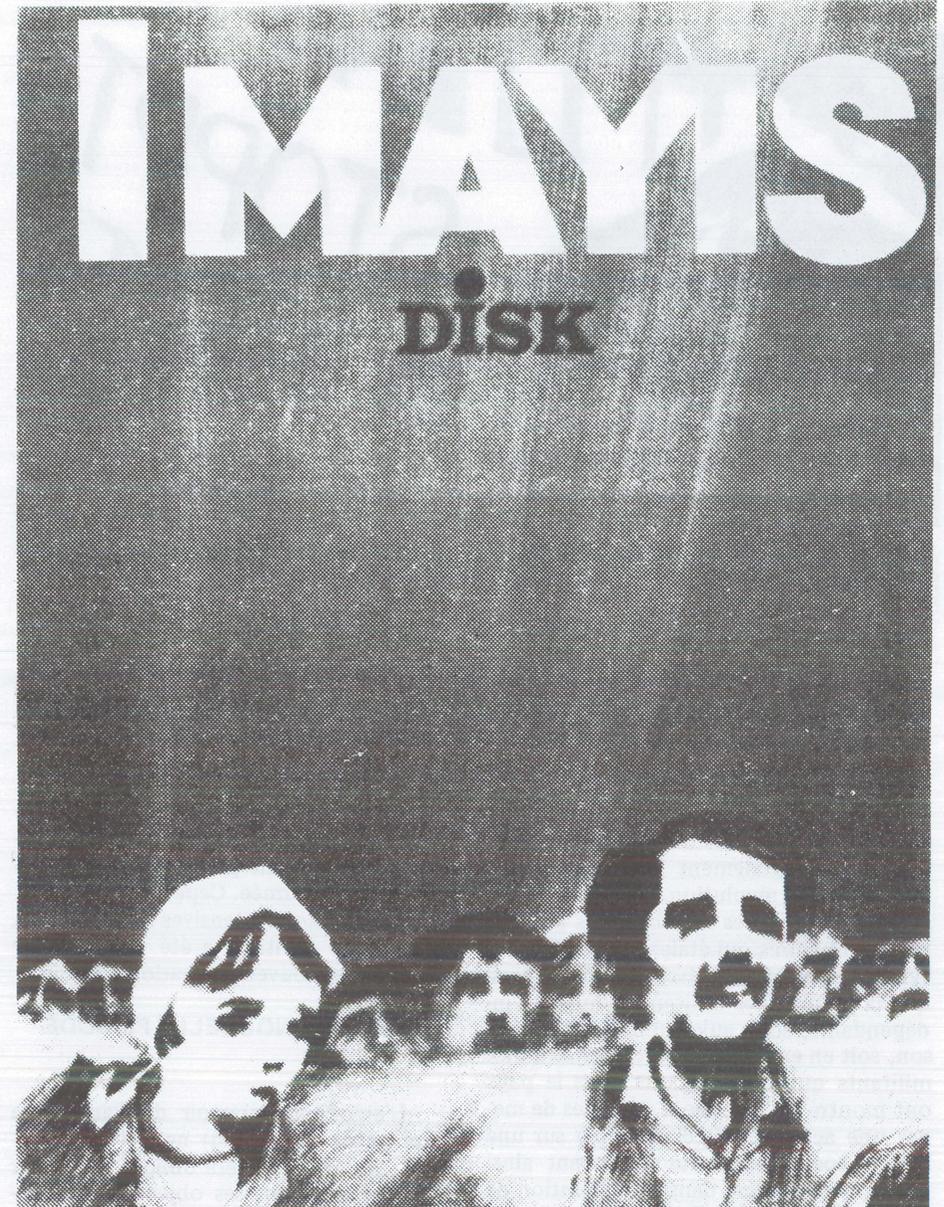
En dépit de l'opposition manifestée par le ministre des Finances et par l'organisme officiel d'arbitrage des salaires, les travailleurs obtiendront une hausse mensuelle de l'ordre de huit dollars à la fin de l'année. Cette hausse a en fait été conçue comme une sorte d'« investissement » en vue des élections, du prochain congrès de la Türk-is, et des négociations d'un nouveau contrat. Elle représente cependant le premier signe de vie donné en trois ans par la Confédération, dans le domaine des conventions collectives. Avant le coup d'Etat, la Türk-is n'organisait de fait aucune grève, en dépit des efforts entrepris en ce sens par sa concurrente, la DISK (5). La direction de la Türk-is est en train de préparer les conditions pour bloquer toute possibilité à l'opposition de se développer sur les lieux de travail où elle est présente. Dans la mesure où la nouvelle loi sur les syndicats appelle à en réduire le nombre et à opérer les fusions nécessaires pour y parvenir, la position de la direction de la Türk-is s'est trouvée grandement renforcée.

L'interdiction de la DISK (syndicat qui comptait au moins 300 000 membres) après le putsch de 1980, et les poursuites engagées contre la direction confédérale et les dirigeants syndicaux, signifient que le secteur le plus avancé de la classe ouvrière est désormais inorganisé. Ainsi, en trois ans, la situation dans le domaine syndical s'est trouvée complètement gelée. Les syndicats n'ayant pas le droit d'utiliser un système de prélèvement automatique des cotisations et devant les collecter directement auprès des travailleurs, il leur sera très difficile de parvenir à organiser les 10 % de travailleurs requis dans une branche d'industrie pour être reconnus officiellement représentatifs de cette branche, sans parler de la majorité absolue qu'il leur faut obtenir dans chaque entreprise prise isolément pour obtenir la même reconnaissance sur le lieu de travail.

### OU EN SONT LES ORGANISATIONS POLITIQUES DU MOUVEMENT OUVRIER ?

Le référendum sur la nouvelle Constitution, organisé par la junte l'année dernière, a montré que les masses n'ont guère été influencées par les positions du mouvement ouvrier et révolutionnaire (6). En particulier, les mouvements qui étaient actifs dans les secteurs de la petite bourgeoisie, ont été durement réprimés et ne sont désormais plus capables de regagner des forces dans la jeunesse. Ce n'est pas seulement leur influence de masse, mais leur existence même qui est en danger.

Avant le coup d'Etat, les mouvements réformistes et révolutionnaires comptaient une cinquantaine de groupes et d'organisations. Les réformistes ont été les moins touchés par le putsch, mais ils n'ont pas, jusqu'à présent, gagné l'hégémonie au sein de la gauche turque. Les groupes les plus radicaux



Affiche de la centrale syndicale DISK pour un 1er mai. (DR)

ont survécu parmi les deux millions de Turcs et de Kurdes qui vivent en Europe, mais dans la mesure où ils n'ont pas réussi à se réorganiser et à se réarmer politiquement, ils se trouvent toujours en crise. Les mouvements qui s'étaient développés de manière tout à fait informelle grâce à leur activisme dans la période d'activité légale, poussés par le dynamisme du mouvement de masse spontané lui-même, sont aujourd'hui confrontés à la question brûlante de l'organisation.

La période qui a suivi l'intervention militaire de 1971 avait été, en particulier, une expérience politique importante pour les masses populaires, mais le développement de leur conscience politique, relativement rapide, n'a pas été guidé par l'existence d'une alternative révolutionnaire. De plus, par le passé, les mouvements révolutionnaires ont en général axé leurs activités vers la lutte pour la démocratie, dont l'issue se cristallisait autour du soutien à Ecevit. Les groupes révolutionnaires parlaient beaucoup de l'imminence de la révolution mais, dans la mesure où ils n'avaient aucune proposition concrète qui leur soit propre, leur tâche s'est résumée à soutenir Ecevit dans la lutte au jour le jour contre la droite, et ils

ont ainsi semé des illusions parmi les travailleurs.

Le fait que les hauts et les bas du développement des organisations du mouvement démocratique et révolutionnaire aient été calqués sur ceux du parti d'Ecevit en est la conséquence directe. Ainsi, lorsque le PRP s'est trouvé paralysé, elles ont commencé, elles aussi, à perdre du terrain. Conséquence de ce phénomène, ces forces ont, lors des élections législatives de 1979, prôné le boycott ou présenté leurs propres candidats, prenant ainsi pour la première fois leurs distances par rapport à Ecevit. Si, au départ, ces mouvements avaient lié leur destin à celui d'Ecevit, ils ont par la suite essayé, tardivement et maladroitement, de retrouver leur indépendance, mais sans préparer le terrain et de façon tout à fait abstraite.

5. Confédération syndicale dirigée par des membres du PRP, moins importante numériquement mais plus à gauche que la Türk-is. En son sein coexistaient tous les courants de gauche et d'extrême-gauche. Elle fut interdite par la junte.

6. Ce référendum, organisé par la junte le 7 novembre 1982, soit près de deux ans après le coup d'Etat, avait recueilli plus de 90 % de « oui ». Pour une analyse de ses résultats, voir *Inprecor* numéro 143 du 14 février 1983.



Halte à la répression en Turquie. (DR)

Au matin même du 12 septembre 1980, ces organisations menaient toujours leur propagande totalement irréaliste sur l'imminence de la révolution.

La plupart des membres des groupes révolutionnaires qui étaient actifs dans les syndicats avant le putsch de 1980, ainsi que la plupart des militants syndicaux indépendants, sont aujourd'hui soit en prison, soit en exil. Cependant, les nouveaux militants qui sont apparus dans le pays ont montré qu'ils étaient capables de mener une activité non clandestine sur une ligne « social-démocrate », ouvrant ainsi une nouvelle phase dans l'organisation de la classe ouvrière en Turquie. La mise sur pied de formes d'organisation légales et illégales est donc à l'ordre du jour.

Le mouvement de libération nationale kurde connaît aussi un développement très complexe au regard de sa composition sociale et des questions brûlantes auxquelles il est confronté aujourd'hui. Les organisations révolutionnaires kurdes et turques se sont construites séparément, et elles ne se sont jamais orientées vers une lutte commune pour le pouvoir qui tienne compte de leurs problèmes et de leurs activités spécifiques. Le nationalisme profondément ancré au sein du mouvement socialiste et la tradition d'accusations mutuelles entre Kurdes et Turcs ont empêché, sur une longue période, qu'un lien ne se développe entre les deux groupes nationaux.

Puis, avec le développement du mouvement kurde, les organisations révolutionnaires turques ont commencé à s'intéresser davantage à la question kurde. De l'autre côté, et particulièrement après la défaite de Barzani, les mouvements kurdes ont été plus loin que leurs directions traditionnelles, en commençant à organiser des groupes « marxistes-léninistes » qui, s'ils avaient une base essentiellement nationaliste, menaient de temps à autre une activité de masse (7).

Même en temps normaux, la répression politique au Kurdistan Nord (le Kurdistan turc) n'était pas menée par la police mais par l'armée. Cependant, en dépit de ces opérations intensives de nettoyage, la dictature militaire a été incapable de déraciner le mouvement national kurde.

#### VERS UNE NOUVELLE PÉRIODE

L'arrivée au pouvoir du Parti de la mère patrie (Anavatan) ne signifie nullement que la junte sera obligée de réviser fondamentalement ses objectifs. A l'avenir, le Président ne se trouvera plus, grâce au Conseil de la République, en position de faiblesse vis-à-vis du gouvernement. Il ne faut pas oublier que Turgut Ozal a été pendant vingt-deux mois au service du général Evren, et qu'après avoir fondé son parti, il est venu lui demander son opinion... Le fait que ce soit l'Anavatan et non le PDN qui se trouve au gouvernement ne signifie donc en aucun cas qu'il y ait au pouvoir un parti opposé à la junte. Ozal a accepté le cadre de la nouvelle période inaugurée par l'arrivée de la junte au pouvoir et a construit son parti sur cette base. Il a même accusé les anciens partis de prôner, par leur attitude, la confrontation. Tout comme le PDN, l'Anavatan n'a jamais envisagé autre chose

qu'un Etat policier, et l'on ne sait pas quand la loi martiale sera levée. En outre, le Conseil de la République peut pousser le Président à prendre des mesures de renforcement de l'état d'exception ou à convoquer de nouvelles élections. Le cadre du gouvernement « civil » de l'Anavatan reste donc très militaire.

D'un autre côté, le passage à un système parlementaire signifie la reconnaissance formelle que le gouvernement est responsable devant les masses. Dès lors, pour les prochaines élections, le régime sera obligé de faire quelques concessions pour maintenir une certaine crédibilité à cette image. Les élections locales prévues pour l'année 1984 seront à cet égard un véritable enjeu. En outre, le gouvernement n'a pas en mains les moyens nécessaires pour affronter les problèmes économiques et sociaux auxquels il doit faire face (8). Les partis bourgeois vont désormais clamer le « manque de légitimité du gouvernement ». Sous un régime militaire, il n'est pas étonnant d'avoir des dizaines de milliers de personnes en prison. Mais, sous un régime parlementaire, le problème devient plus délicat. De plus, dans la mesure où l'existence d'un organisme paritaire d'arbitrage chargé d'encadrer les rapports entre patrons et syndicats est maintenue, la question de son rôle va se poser inévitablement. Parallèlement, tous les décrets de la junte interdisant ou paralysant l'activité des organisations sociales devront être revus.

En ce qui concerne le domaine économique, Ozal apparaît comme la meilleure carte pour la bourgeoisie. Les débats qui ont lieu en son sein vont se poursuivre mais, dans la mesure où il n'y a pas d'alternative, ils ne mèneront pas à un conflit sérieux.

Les ravages causés par la junte dans le domaine social et politique et dans celui de l'éducation demeurent les problèmes fondamentaux auxquels le nouveau gouvernement sera confronté. Et s'il veut rester en place, il devra y répondre sans « provoquer » les militaires. Bien que contradictoires, ces facteurs ne provoqueront pourtant pas, à court terme, une rupture de la stabilité politique actuelle. Si avec les élections de 1973, qui avaient suivi le coup d'Etat de 1971, on avait assisté à une remontée du mouvement de masse, les dernières élections, elles, indiquent au contraire que la période de stagnation va se poursuivre. ■

Fuat ORÇUN,  
9 novembre 1983.

7. Voir *Inprecor* numéro 142 du 31 janvier 1983.

8. Après la chute brutale de 25 % du pouvoir d'achat entraînée par les mesures d'austérité inaugurées en janvier 1980, le taux d'inflation, qui était de 120 %, est descendu à 37 % puis à 25 %. Mais en 1983, il est remonté à 40 %, et les salaires réels sont descendus à un niveau égal à la moitié de celui où ils se situaient cinq ans auparavant. Le chômage constitue un problème crucial. 20 % des personnes de plus de vingt ans aptes à travailler sont sans emploi, ce qui fait environ 3 566 000 personnes. Dans le meilleur des cas, seule la moitié des 600 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché

du travail pourront trouver un emploi. Rien que pour empêcher l'armée de réserve des chômeurs de s'accroître et la stabiliser à ses dimensions actuelles, il faudrait doubler les investissements. Or, les prévisions d'investissements pour l'an prochain ne couvrent que la moitié de ce besoin, ceci calculé sur la base d'un taux d'inflation de 25 % qui sera bien inférieur à la réalité.

Le Fonds monétaire international (FMI) explique, quant à lui, qu'aucune augmentation de la masse salariale ne doit être envisagée dans les années qui viennent, dans le cadre de la politique économique qu'il cherche à imposer à la Turquie.

## Débats autour de la nouvelle réforme économique

**L**A Yougoslavie connaît aujourd'hui des débats d'une ampleur étonnante sur le pourquoi de la présente crise économique et sur les remèdes à y apporter. En même temps, le nombre des prisonniers détenus pour « crimes politiques » augmente, des nationalistes musulmans ont pu être condamnés, en septembre dernier, à 15 ans de prison pour avoir publié une déclaration « islamique », et l'on chiffre à plusieurs centaines le nombre d'Albanais du Kosovo réprimés (1). Un chômage qui touche 900 000 personnes, inégalement selon les différentes régions du pays (2 % de la population active en Slovénie contre près de 50 % au Kosovo en 1983) ; une chute du niveau de vie de quelque 20 % depuis le début des années 1980 par suite des mesures d'austérité ; des plans de production sans cesse révisés en baisse sans être réalisés depuis trois ans et une croissance quasi nulle depuis 1982 ; une inflation galopante péniblement contenue à 30 % pendant le gel des prix il y a quelques mois, mais avec de nouvelles flambées dès la levée du gel ; la montée de tous les chauvinismes nationaux et une compartimentation extrême de l'économie yougoslave, une décentralisation qui n'a pas supprimé les interférences bureaucratiques, mais qui les a multipliées à tous les niveaux, tel est le contexte dans lequel les autorités du pays ont eu de « dures négociations » — selon leurs dires — avec plusieurs centaines de banques occidentales, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), pour obtenir un rééchelonnement d'une dette extérieure de 20 milliards de dollars (soit plus de 160 milliards de francs) (2).

Paradoxalement, les premières lois que le gouvernement yougoslave a dû faire voter cet été pour obtenir de nouveaux crédits ont porté sur le rétablissement des pouvoirs de la fédération et de sa Banque centrale sur le contrôle des devises et du commerce extérieur. Tel était aussi le souhait des banquiers capitalistes préférant avoir affaire à un Etat doté de ressources plutôt qu'à une multitude d'entreprises qui se sont endettées au cours de la dernière période. C'est par cette première mesure administrative qu'a été entamée une nouvelle réforme de l'économie yougoslave, supposée l'orienter davantage vers le respect des lois du marché et l'insertion dans la division mondiale du travail. C'est ce qui est affirmé. Seulement voilà, la réforme économique de 1965 avait déjà cette orientation. Elle a été appliquée. Elle a provoqué des modifications institutionnelles en réaction à ses effets pervers. Le contexte légal socio-économique et politique de l'application d'une nouvelle orientation, dite de marché, n'est plus le même qu'en 1965. La ligne officielle doit être interprétée dans ce nouveau cadre. Son profil définitif est loin d'être déterminé.

Catherine VERLA

Au début des années 1960 se pose à la Yougoslavie, après une décennie florissante de développement industriel très intensif, le problème d'améliorer la productivité du travail et des investissements.

### LE CONTEXTE DE LA RÉFORME DE 1965

Mais le passage à un mode de développement plus intensif, à travers la modernisation et la rationalisation des structures productives existantes, se caractérise par une triple spécificité par rapport aux voisins de l'Est.

● Une ligue des communistes yougoslaves (LCY) qui se permet d'autant plus d'audace réformatrice qu'elle dispose d'un appui populaire substantiel, telle est la première spécificité. Les dirigeants au pouvoir en 1965 sont à la fois ceux qui ont conduit la révolution yougoslave à la victoire, tenu tête à Staline, introduit

l'autogestion après 1950, remis en cause la collectivisation forcée des terres, amélioré le niveau de vie de la population, et favorisé une libéralisation intellectuelle telle que le marxisme, loin d'être un repoussoir, domine de loin la pensée critique dans les milieux universitaires. Pourtant, les dirigeants yougoslaves resteront hostiles au pluralisme des partis. Leur libéralisme n'ira jamais jusqu'à admettre un pluralisme des partis ou des tendances politiques organisées. Leur opposition au « modèle » stalinien et à la bureaucratie va se concentrer dans le domaine de l'économie. Mais celle-ci les verra conserver une hostilité durable à toute forme d'accumulation privée, et cela se traduira toujours par une législation très restrictive dans ce domaine (limitation des terres privées passant de 20 à 10 hectares au moment de la décollectivisation, pas de droit d'embauche privée de plus de 5 salariés). De même, les dirigeants chercheront-ils, avec un pragmatisme considérable, à tempérer les risques de l'ouverture aux lois du marché par l'extension des droits autogestionnaires.

● L'autogestion introduite en 1950 après la rupture avec Staline est la seconde spécificité yougoslave. Jusqu'en 1965, ses droits ne se sont étendus qu'à la gestion courante soumise aux tutelles bureaucratiques locales. Le surplus restait alors centralisé administrativement (3).

La réforme de 1965 se présente comme une extension des droits autogestionnaires à la gestion de ce surplus, en redistribuant les ressources des fonds centraux d'investissements. Mais elle correspondait à plusieurs conceptions :

— un point de vue anarcho-syndicaliste pour lequel la gestion ouvrière doit opérer entreprise par entreprise ;

— un point de vue technocratique qui vise le démantèlement de la planification et la soumission de l'autogestion à la concurrence sur le marché ;

— un point de vue bureaucratique qui conserve le monopole du pouvoir politique et suivant lequel la décentralisation de l'autogestion permet en même temps de tourner les conflits vers des cibles décentralisées.

Dans la pratique, malgré l'extension des droits autogestionnaires à la gestion du surplus, ce sont les directions d'entreprises et des banques qui se trouveront renforcées par la logique de marché. En l'absence d'un point de vue global et de choix alternatifs, l'autogestion restera, jusqu'à ce jour, incapable de peser sur les grands choix d'orientation.

● Le troisième trait spécifique de la Yougoslavie qui marque la réforme de

1. Sur le conflit du Kosovo, se reporter à l'article de Catherine Verla, « Après les émeutes du Kosovo », *Inprecor* numéro 104 du 22 juin 1982, et à celui de Michèle Lee, « La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie », *Quatrième Internationale* numéro 9, juillet-août-septembre 1982.

2. La dette extérieure correspond à environ un dixième du PNB et 35 % de la valeur des exportations en 1983 ont été affectés au service de cette dette. 15 à 20 milliards de dollars, c'est aussi la somme des fonds que les travailleurs émigrés, dans le contexte de défiance actuel, ont préféré déposer dans les banques occidentales.

3. Entre 1952 et 1964, la planification opère sur les grandes proportions de la répartition du surplus entre budget et fonds productifs, et entre branches. Cela s'avère très efficace jusqu'au début des années 1960 : le deuxième plan quinquennal sera réalisé en quatre ans et ses objectifs dépassés. Dans le même temps, un rééquilibrage s'opère au profit de l'amélioration du niveau de vie. Sur les grandes étapes du système yougoslave et sur l'analyse des grèves, cf. *Inprecor* numéro 75 du 17 avril 1980.

1965 est la question nationale-régionale. Jusqu'alors, moyennant quelques oscillations, la ligne dominante de la direction yougoslave avait été de chercher à réduire les écarts entre républiques. D'une part, parce que ceux-ci sont, de toute évidence, la source de frictions permanentes, mais aussi en fonction de l'idée que le développement économique de la Yougoslavie tout entière bénéficierait de l'industrialisation équilibrée de l'ensemble de ses parties. La question nationale, en Yougoslavie, est aiguës par les deux facteurs que sont la jeunesse de l'Etat yougoslave, né avec le XXe siècle, et le développement socio-économique de chaque république et province, marqué par des inégalités de départ considérables, qui se combinent avec les différences culturelles et nationales (4).

Une politique de réduction des écarts par la planification centralisée des investissements signifie, pratiquement, une fiscalisation qui pénalise les entreprises et les régions les plus développées — Slovénie et Croatie — au travers d'institutions fédérales se trouvant localisées en Serbie ...

Or, à la veille de la réforme de 1965, un constat d'échec de la politique régionale fait rebondir tous les conflits. L'écart entre régions pauvres et riches s'accroît entre 1947 et 1964, si l'on compare le revenu national par habitant. Pourtant, le taux de croissance industrielle est bien plus fort pour les régions les moins développées, mais celles-ci combinent tous les désavantages : un taux de natalité supérieur, l'absence d'infrastructure de transports et de commercialisation, le manque de travailleurs qualifiés, les coûts initiaux importants d'urbanisation et de scolarisation, et des rapports de prix défavorables aux régions fournisseuses de matières premières, qui sont précisément les plus pauvres.

Autrement dit, par les mécanismes d'échange inégal, les républiques les moins développées se considèrent spoliées de leurs ressources naturelles et colonisées par les républiques riches, où se concen-

trement les industries de transformation. Les républiques riches, quant à elles, se considèrent, en retour, exploitées par les autres, vu les ponctions fiscales qui détournent toute une partie de leurs surplus vers l'industrialisation des régions pauvres. L'atténuation des sentiments de solidarité (après les périodes de tension où l'on serre les rangs contre l'ennemi extérieur), l'absence de contrôle démocratique sur la gestion des fonds, la possibilité dans ce cadre d'une gestion effectivement irrationnelle des ressources, ce sont autant de facteurs qui vont faire pencher la balance en faveur des arguments décentralisateurs des régions les plus riches. L'idée, alors soutenue par certains économistes, est qu'une sélection des investissements là où ils sont plus immédiatement rentables, c'est-à-dire dans les régions riches, bénéficierait à l'économie yougoslave tout entière.

La mise en place de la réforme signifiera donc la victoire de ces dernières. Elle assimilera l'économie yougoslave à une économie « développée », qui pourrait affronter sans protection la compétition mondiale. Mais si le développement économique de la Slovénie actuelle est du niveau de l'Autriche, la moyenne yougoslave est proche du Portugal et celle du Kosovo proche de la Turquie.

Les pressions extérieures viendront appuyer tous les facteurs intérieurs poussant à la réforme : c'est parce que le point de vue des entreprises et des républiques les plus développées l'emportait que les règles du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ou du FMI eurent prise en Yougoslavie. Théoriquement, la réforme signifiait, sur le plan du commerce extérieur, une libéralisation des échanges sous plusieurs angles. Chaque entreprise devenait libre de s'orienter ou non vers l'extérieur. Au lieu de taux de change multiples (plus ou moins protecteurs selon les branches), il n'y aura plus qu'un taux de change unifié, avec des dévaluations successives de la

monnaie. Les tarifs douaniers qui, en 1965, ne protégeaient que 23 % des produits, n'en protègent plus que 11 % en 1968. Un certain nombre d'importations restaient soumises à des restrictions ou quotas (19 % des produits importés étaient ainsi sur la liste en 1968) (5). Mais le principal instrument qui restait aux mains de l'Etat, dans cette période 1965-1972, était la centralisation de l'essentiel des devises provenant du commerce extérieur. Les entreprises ne pouvaient en conserver que 7 % et devaient racheter à la Banque centrale les devises complémentaires qui manquaient pour leurs importations. C'est précisément sur ce point là que se centrera le conflit avec les Croates en 1971.

## L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

Quelles différences y a-t-il aujourd'hui avec la période de mise en place de la réforme de 1965 ?

Entre 1965 et 1971, des tendances à la restauration de rapports capitalistes se sont développées en Yougoslavie. Cela signifiait tout d'abord la formation d'une sorte de capital commercial et financier dans des entreprises d'import-export et dans le système bancaire. En particulier, les fonds anonymes et incontrôlés des banques se sont accumulés à partir de l'endettement des entreprises, le taux d'intérêt déterminé par l'offre et la demande de crédit étant devenu le principal instrument d'une telle accumulation. Ensuite, loin de se renforcer, l'autogestion tendait à déprimer au travers d'un processus combiné de perte, par les entreprises locales, des ressources à gérer, au profit des banques, qui devenaient de plus en plus le « propriétaire » réel, le gestionnaire économique effectif et, parallèlement, au travers de la montée d'équipes de managers, avec une diminution croissante de la participation ouvrière à l'autogestion. La propriété sociale se démantelait en substance, en des formes de « propriété de groupes » aux mains d'équipes de direction dont les revenus et les pouvoirs grandissaient. Les entreprises les plus riches ayant une représentation proportionnelle à leurs fonds dans les banques, on comprend comment l'osmose des équipes de gestion de ces entreprises avec les banques leur permettait de plus en plus une accumulation, sur le dos des travailleurs des entreprises endettées notamment.

## Les différentes étapes de la réforme économique

1945-1950 : Planification de type soviétique.

1950-1965 : Introduction et extension de l'autogestion qui gère les fonds courants et le revenu selon le marché. Le surplus est centralisé dans les fonds centraux d'investissements et par le budget de l'Etat. Le plan est élaboré sur la base des grands équilibres. Les banques appliquent le plan.

1965-1971 : La réforme engendre l'extension du marché et de la concurrence internationale. Le plan impératif est supprimé. Les fonds d'investissements centraux sont supprimés au profit de l'autogestion et du système bancaire décentralisé. Des banques locales sont fondées par les communes et les entreprises.

1971-1983 : Les fonds anonymes des banques sont démantelés. Une nouvelle Constitution étend les droits de l'autogestion. Un système d'accords autogestionnaires sur les prix est organisé. Une décentralisation étatique s'opère au profit des républiques. Les entreprises sont démantelées en unités de base. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur connaît lui aussi un processus de démantèlement croissant. ■

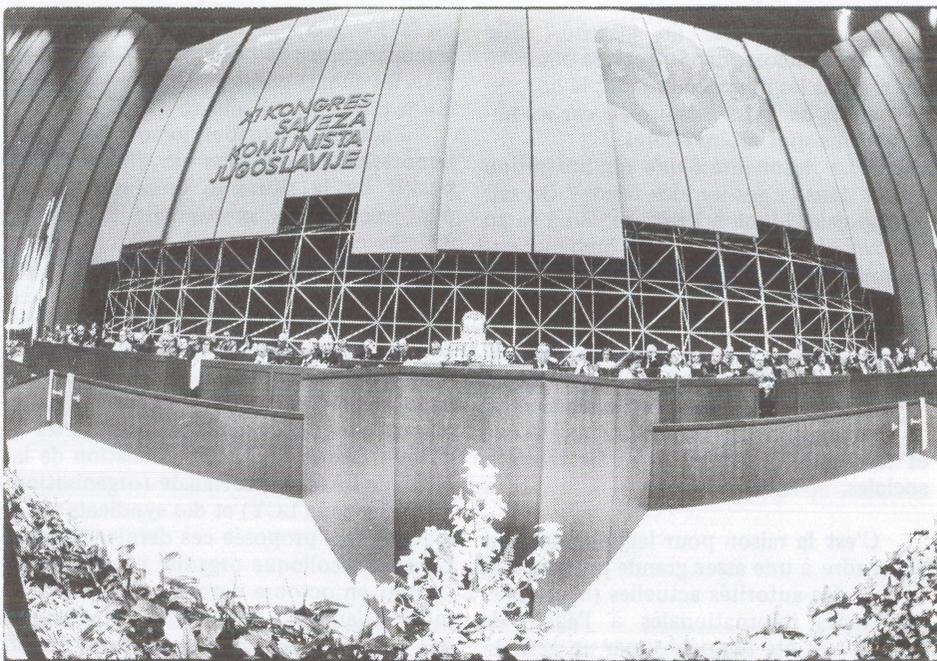
4. Rappelons qu'il y a, en Yougoslavie, six républiques (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie), et, dans le cadre de la Serbie, deux provinces autonomes, le Vojvodine et le Kosovo.

5. Mais seulement 5 % des produits de l'année précédente : c'est une illustration, parmi tant d'autres, des « retours en arrière » dans le système des prix ou d'importation. Ils témoignent de la découverte pragmatique des effets pervers du marché sur les productions nationales délaissées et des mesures de contrôle — de plus en plus inefficaces et bâtarde — rétablies par à coups. Cela permet aujourd'hui à certains « experts » de dire que la réforme de 1965 n'a pas été vraiment appliquée, vu ces nombreuses interférences bureaucratiques.

Les modifications institutionnelles qui ont été introduites depuis 1971 et qui marquent la présente situation, l'ont été en réaction aux effets de cette réforme, sous la pression de la montée des grèves ouvrières, de la résistance syndicale et des révoltes étudiantes de 1968, et également de l'accroissement des tensions nationales. Les fonds anonymes des banques et des entreprises d'import-export ont été supprimés et redistribués, et l'organisation du système bancaire a été à nouveau modifiée, de façon à attribuer un pouvoir égalitaire à tous les membres fondateurs, quels que soient les fonds déposés. Or, la plupart des entreprises yougoslaves sont essentiellement demandeuses de crédits. Il leur suffit de déposer une partie de leurs fonds pour pouvoir peser sur la gestion des banques. La combinaison de ces modifications structurelles avec une politique de la Banque nationale, entre 1971 et 1980, de faible taux d'escompte pour les crédits alloués aux banques d'affaire locales a signifié, pendant toute cette période, un taux d'intérêt réel négatif (les taux d'intérêt pratiqués étant inférieurs à l'inflation). D'où une incitation considérable à investir et à s'endetter de plus en plus, en ordre dispersé. Les banques locales ont souvent transformé des crédits à court terme en crédits à long terme pour les nombreux mauvais payeurs. Elles ont également soutenu les demandes de crédits à l'étranger, indépendamment d'une appréciation réelle de la solvabilité des entreprises demandeuses. La « propriété sociale » n'est la propriété de personne. La difficulté de mise en faillite des entreprises déficitaires est une des façons dont s'affirme, au niveau constitutionnel, le refus de formes de propriété de groupes, ni les banques ni l'autogestion n'ayant le droit de détruire un « capital » qui ne leur appartient pas. La conscience populaire et les comportements à tous les niveaux rendent le système collectivement responsable de tous les dysfonctionnements. C'est donc l'instance supérieure, la commune, la république, la fédération, qui devra payer les entreprises, celles-ci n'embauchant pas (d'où le chômage démographique croissant), mais ne licenciant pas non plus, et augmentant les revenus (faibles), les prix et l'endettement réciproque.

Contre la montée des technocrates au sein des entreprises, celles-ci ont été démantelées en Organisation de base du travail associé. Ce sont ces unités plus petites, censées être plus directement contrôlables par les travailleurs, qui sont aujourd'hui les cellules élémentaires du système de détermination des revenus et de leur gestion. Elles sont souveraines dans tous les domaines essentiels de la gestion : investissement, embauche et licenciement — notamment des directeurs —, association à d'autres unités, adoption des statuts concernant le fonctionnement et la répartition des revenus.

Face aux dysfonctionnements reconnus de l'autogestion, on a toléré le droit de grève. Les syndicats ont été chargés d'étudier la nature des revendications ouvrières et d'être à leur écoute pour éviter



Tito présidant le 11e congrès de la LCY. (DR)

les explosions « à la polonaise ». L'autogestion disperse ainsi les conflits sociaux.

Face à la montée des tensions nationales, les pouvoirs des républiques et provinces autonomes et les droits des diverses nationalités ont été étendus. La structure confédérale de l'Etat s'est accentuée, chaque nation étant représentée de façon égalitaire indépendamment de sa force numérique et économique, dans le cadre de la Chambre des nationalités et de la direction collégiale du régime. Le principe de rotation annuelle du Président assure à tour de rôle à chaque nationalité la responsabilité suprême. Et la Chambre des nationalités fonctionne sur la base du consensus, accordant un droit de veto à chaque composante pour les questions qu'elle considère essentielles. Sur le plan culturel, chaque nation, chaque minorité a le droit d'avoir ses écoles, ses textes officiels, ses publications, voire ses universités, dans sa propre langue. Les revendications économiques avancées par les Croates en 1971 ont été satisfaites dans la décennie suivante. La Banque nationale a été décomposée par républiques, et l'essentiel des devises est resté sous la gestion des entreprises exportatrices. Du même coup, les relations de chaque république vers l'extérieur du pays se sont davantage développées que les échanges entre régions. Les taux de change et les prix eux-mêmes se sont diversifiés. La décentralisation postérieure à 1971 s'est accompagnée d'une restriction imposée aux lois du marché, au profit de tout un système d'accords autogestionnaires sur les prix et les investissements. Mais, en l'absence de planification et de critères déterminés au niveau national, le système n'a pu que favoriser tous les « féodalismes » locaux et régionaux.

Pour compenser la décentralisation accrue, le « rôle dirigeant de la LCY » dans l'économie et la société tout entière, ainsi que sa représentation et celle de l'armée dans l'Etat, ont été réaffirmés. Il est devenu de plus en plus difficile d'avoir un poste responsable sans être

membre du Parti. En même temps, après 1972, toutes les oppositions à la nouvelle ligne ont été réprimées sous des étiquettes variées (« kominformistes » supposés néostalinien et centralisateurs, « anarcho-libéraux » et « gauchistes » divers, mais surtout nationalistes de tous horizons).

Globalement, une telle orientation, combinée avec le décès des cadres les plus prestigieux, a signifié très certainement une modification substantielle de la LCY et de la façon dont elle est perçue par la population. Elle est passée d'environ 1 million de membres en 1971 à quelque deux millions aujourd'hui. La montée des arrivistes et de la médiocratie est inévitable avec une telle orientation, de même que la répression des intellectuels marxistes. De multiples scandales ont éclaboussé les organes locaux de la LCY impliqués dans de sombres affaires de détournement de fonds sociaux. Dans ce contexte, tout appel à la discipline et à la rigueur est peu crédible. Il n'est pas impossible qu'une campagne de purges contre les arrivistes corrompus soit relancée. Mais qui peut se permettre de la mener ?

## LA NOUVELLE RÉFORME ÉCONOMIQUE

A la différence de celle de 1965, la nouvelle réforme intervient donc dans un contexte où les droits autogestionnaires sont considérables et où la question nationale la plus explosive est posée par la région la plus pauvre. Va-t-on laisser encore s'accroître les écarts entre régions et tenir l'autogestion pour responsable des décisions irrationnelles, ou bien étendre les moyens qui permettraient aux travailleurs d'échapper à tout ce qui aliène leur réel pouvoir de gestion et leurs liens de classe ? Aucune société ne peut se permettre les gaspillages actuels dans les décisions d'investissements et d'importations. Mais qui va déterminer, et sur quels critères, ce qui est socialement nécessaire ?

— La rationalité du marché ? Elle renforcera encore, dans ce cas, la pauvreté des régions les plus démunies et la non exploitation de leurs ressources, car les importations sont moins chères.

— La rationalité d'une administration d'Etat dans la gestion des fonds ? On sait ce que cela donne à l'Est. Et l'on a vu au Kosovo quelle utilisation les bureaucrates locaux faisaient des fonds d'aide : dépenses de prestige, accroissement de leurs privilèges, investissements non fournisseurs d'emploi, etc. Ni les mesures administratives ni les lois du marché ne restaureront la confiance et ne réduiront les inégalités et le chômage. Elles rendront explosives et les tensions nationales et les tensions sociales.

C'est la raison pour laquelle on peut s'attendre à une assez grande prudence de la part des autorités actuelles (6). Les dépendances internationales à l'égard de l'Ouest ont été tempérées par un accroissement des échanges avec les pays de l'Est, dont les prix sont plus avantageux et plus stables, et où les exportations yougoslaves sont en bonne position. Les rapports établis par les économistes yougoslaves ont amplement souligné les formes de colonisation de l'économie par les multinationales et les clauses négatives des contrats de licence. On peut s'attendre à davantage de contrôles. Mais, à nouveau, est-ce le caractère décentralisé de l'autogestion qui sera mis en cause, ou bien l'autogestion elle-même au profit d'un Etat qui lui sera extérieur ?

Le FMI et les banques occidentales sont certainement peu enclins à défendre l'« autogestion ouvrière » (7). Il y a certainement aujourd'hui en Yougoslavie de nombreuses couches sociales qui sont prêtes à partager cette défiance et à transférer les droits de gestion à de vrais entrepreneurs, parallèlement au redéveloppement de l'économie privée (d'importants crédits occidentaux viennent d'être alloués à l'agriculture privée). Certaines études sociologiques chiffrent à deux millions de personnes les couches moyennes favorables à l'augmentation de l'initiative privée. La LCY est totalement traversée par l'ensemble des clivages sociaux et nationaux

de la Yougoslavie, et cela se reflète dans les incertitudes de l'orientation actuelle et dans les débats publics très polarisés. Face à une crise ouverte, elle se divisera.

Face à ce sombre panorama, il est important de souligner un élément très positif de la situation présente. On ne peut recenser la multiplicité des livres, articles et colloques qui insistent sur la nécessité d'une réforme essentielle du système. Nombreux sont ceux, membres et dirigeants de la LCY ou non, qui considèrent et affirment publiquement que l'autogestion ne peut fonctionner sans pluralisme politique. La proposition de candidatures multiples à chaque élection, la démocratisation de la LCY, de l'Alliance socialiste (organisation de masse de la LCY) et des syndicats a été maintes fois proposée ces derniers temps. Lors d'un colloque organisé par la LCY à Cavtat, en octobre dernier, des marxistes indépendants ont été invités à présenter des contributions et des exposés que la presse a relatés. Il s'y dessine des solutions alternatives à la présente crise. Le rapport qu'y a présenté Vranicki (un des animateurs croates de l'ancienne revue *Praxis*) est remarquable par l'orientation qu'il préconise. A partir de l'expérience accumulée des différentes phases du système yougoslave, il rejette aussi bien le « socialisme d'Etat » que la soumission aux lois du marché et aux banques. Il réaffirme la continuité nécessaire avec la Commune de Paris et la République des soviets d'octobre 1917 et de Lénine. Il propose les modifications suivantes du système yougoslave :

— Donner aux travailleurs productifs un poids collectif dans des chambres spécifiques des assemblées communales, municipales et fédérales. Des Conseils du travail associé existent déjà au niveau communal et républicain, mais il faut, dit-il, élargir leurs compétences économiques à toutes les grandes décisions de planification de crédit, de politique économique extérieure. De même, il faut assurer l'existence d'un conseil du même type à l'échelon du pays tout entier pour que la classe ouvrière ait une vision d'ensemble des problèmes et des choix posés. Il faut, en

outre, modifier l'actuelle composition des Conseils du travail associé, où les travailleurs productifs sont sous-représentés.

— La société yougoslave n'étant pas réductible à sa classe ouvrière, il faut maintenir une représentation territoriale de l'ensemble des citoyens dans des Chambres distinctes. Et, au niveau fédéral, il faut une Chambre des nationalités et nations, comme c'est le cas actuellement.

— Les partis politiques sont nécessaires : il faut démocratiser la LCY et remplacer l'actuelle Alliance socialiste par un Front des forces socialistes autogestionnaires. Mais ces organisations politiques ne devraient pas avoir de représentation en tant que telles dans les organes de l'Etat, contrairement au système actuel.

Un système de planification autogestionnaire intégré pourrait largement s'inspirer de l'expérience de la période 1952-1964. Le contrôle de l'économie s'y faisait à partir des grandes options — répartition du revenu national, choix et limites des dépendances internationales, développement régional, politique à long terme de l'emploi, priorités à satisfaire, critères et modalités d'évaluation et de rémunération du travail — et non d'une prolifération inutile de décisions.

Face à la crise actuelle, le contrôle du commerce extérieur, la recentralisation des devises, la réorganisation de l'économie sont nécessaires. Mais si ces objectifs sont poursuivis par un Etat qui échappe aux producteurs directs et remet en cause leurs droits, ce sera un échec. Quant aux diktats du FMI et aux critères capitalistes de rentabilité, ils sont contradictoires avec la logique de satisfaction égalitaire des besoins et d'exploitation de toutes les ressources nationales. Ils ne peuvent conduire qu'à la colonisation de la Yougoslavie par les multinationales. L'économie du pays doit donc être protégée. Mais elle doit être en même temps transparente, pour que tous les doubles emplois, les gaspillages apparaissent. Seuls les travailleurs ont intérêt à les combattre. Mais ils se trouvent sans aucun moyen de le faire, s'ils ne sont pas regroupés par branche et sur l'ensemble du territoire, et s'ils ne peuvent trancher entre différents projets alternatifs de restructuration. C'est à cette seule condition que la chaîne cohérente du travail productif se reconstituerait. Gageons qu'une nouvelle rationalité et une nouvelle solidarité se dégageraient alors par-dessus les clivages nationaux.

Catherine VERLA  
21 décembre 1983.

Les œuvres de Trotsky en vente dans certaines librairies yougoslaves. (DR)



6. Les premières lois votées sur les « mises en faillite » d'entreprises déficitaires commencent par annuler leurs dettes et supprimer tout impôt et intérêt à payer pour un an. Au cours de ce délai, des restructurations peuvent s'opérer. On est loin des automatismes de marché, et la loi sur les licenciements est toujours en débat.

7. Cf. les rapports de l'OCDE sur les investissements étrangers qui ne stimulent guère les droits autogestionnaires, même s'il est possible de les tourner.

# Les femmes pour la paix

Des groupes de femmes dénoncent la militarisation de la société

**P**ARMI les différents groupes qui participent au mouvement pacifiste indépendant de la République démocratique allemande (RDA), l'un des plus actifs est aujourd'hui celui des « Femmes pour la paix ». A l'image du reste du mouvement, il ne s'agit pas d'une organisation structurée, mais plutôt de groupes informels qui se sont constitués dans différentes villes, à Berlin, Dresde, Iena, Halle, à partir de motivations similaires et qui se retrouvent autour d'initiatives communes.

Les premiers groupes se sont formés au milieu de l'année 1982 afin de discuter de la nouvelle loi sur le service militaire, qui venait d'être annoncée en mars de la même année. A côté d'un renforcement de la préparation militaire pour les jeunes, cette loi prévoit qu'en cas d'« état de défense » ou de « mobilisation générale », toute femme âgée de 18 à 50 ans peut être appelée sous les drapeaux. La clause 3 de la loi stipule que cette disposition est applicable dès maintenant dans le domaine de la préparation militaire. Des femmes, qui s'étaient déjà inquiétées de l'importance croissante que prenaient les questions militaires dans l'éducation de leurs enfants, décidèrent alors d'écrire et de faire signer une lettre au président Erich Honecker (voir le texte ci-dessous). Elles recueillirent 150 signatures, ce qui, quand on connaît la répression qui frappe tous ceux qui « pensent autrement » dans les pays de l'Est, représente un important succès. Devant l'absence de réponse des autorités, elles décidèrent de continuer à se rencontrer, afin de discuter de la poursuite de leur action.

Ainsi, quelques semaines après l'envoi de la lettre à Honecker, 500 femmes se réunissaient dans une église de Berlin pour discuter de la paix. A côté de leur refus du service militaire féminin, deux questions se trouvent au centre de leurs préoccupations : la première est de développer une information la plus large possible sur les conséquences d'une éventuelle guerre nucléaire, systématiquement et intentionnellement minimisées par les autorités, la seconde est, comme on l'a déjà dit, l'éducation des enfants, initiés dès leur plus jeune âge, aux questions militaires.

Au départ, ces « groupes de femmes pour la paix » n'étaient pas motivés par des revendications purement féministes, mais par un refus de la guerre et du recours à la violence pour régler les conflits. Ces femmes avaient même invité les hommes à participer à leurs rencontres. Mais, réalisant qu'ils monopolisaient tout de suite la parole et que les femmes avaient tendance à se taire devant eux, elles ont insisté sur la non-mixité de leurs réunions, tout en organisant et en participant à des actions mixtes.

Par leur action même, elles ont aussi été amenées à remettre en question l'affirmation des autorités selon laquelle l'égalité de la femme était une réalité en RDA. En effet, face à leurs initiatives, elles se sont souvent entendu rétorquer que les femmes est-allemandes n'avaient pas à mener d'actions spécifiques, puisqu'elles étaient absolument les égales de leurs compatriotes mâles. D'aucuns ont même poussé le cynisme jusqu'à invoquer, comme preuve à l'appui, la nouvelle loi qui prévoit la conscription pour les femmes !

Si la question de la lutte contre la course aux armements demeure actuellement la préoccupation centrale de ces groupes, il ne fait guère de doute que tous les problèmes rencontrés dans cette lutte même ont déjà amené de nombreuses participantes à se poser des questions plus directement liées au statut de la femme en RDA. En attendant, loin de diviser ou d'affaiblir le mouvement, ces « groupes de femmes pour la paix » en représentent aujourd'hui un des secteurs les plus dynamiques et les plus ancrés dans la société.

Nous reproduisons ici deux textes émanant des femmes pacifistes de RDA. Le premier est la pétition adressée à Honecker ; le second est une lettre de Katja Havemann, veuve de l'opposant communiste Robert Havemann, à la femme de Jürgen Fuchs, écrivain est-allemand aujourd'hui en exil en République fédérale allemande (RFA).

A.L.

## « Nous revendiquons le droit au refus »

Lettre à Erich Honecker

Nous voudrions, dans cette lettre, vous exposer quelques problèmes qui nous préoccupent depuis l'adoption de la nouvelle loi sur le service militaire du 25 mars 1982 et, en particulier, la clause sur la conscription des femmes. Nous sommes des femmes avec ou sans enfants, catholiques, évangéliques ou non croyantes ; certaines d'entre nous ont survécu à une guerre ; d'autres se sont vues épargner cette pénible expérience. Mais une chose nous unit : nous ne sommes pas indifférentes et nous ne voulons pas donner notre assentiment silencieux à une loi qui impose aux femmes de nouveaux devoirs ne coïncidant pas avec la compréhension que nous avons de nos tâches.

Nous, femmes, nous voulons briser le cercle de la violence et rejeter toute utilisation de la violence comme moyen de résoudre les conflits.

Nous, femmes, nous ne considérons pas le service militaire pour les femmes comme une expression de leur égalité, mais comme une négation de leur « être femme ». Nous voyons notre égalité avec les hommes non pas dans le fait que nous nous tenions aux côtés d'hommes qui prennent les armes, mais aux côtés de ceux qui, comme nous, ont appris que les abstractions « Ennemi » ou « Adversaires » signifient à vrai dire un anéantissement de l'être humain, que nous refusons.

Nous, femmes, considérons le fait

d'être appelées à participer au service militaire comme une menace contre les aspirations à un désarmement moral et militaire, menace qui enterre la voix de la raison sous l'obéissance militaire.

Nous, femmes, nous nous sentons, pour cela même, particulièrement appelées à protéger la vie, à soutenir les vieux, les malades et les faibles. L'action contre la guerre et pour la paix ne peut se dérouler que dans le domaine social et éducatif, si nous ne voulons pas échouer avant la prochaine génération.

Nous, femmes, nous nous défendons contre le fait de devoir un jour nous retrouver dans les rangs de l'armée et défendre un pays qui deviendrait inhabitable, même après une guerre conventionnelle qui, en Europe, se terminerait probablement par une catastrophe nucléaire.

Nous, femmes, nous croyons que l'humanité est aujourd'hui au bord d'un gouffre et que l'accumulation de nouvelles armes ne peut mener qu'à une catas-

trophe démente. Ce terrible naufrage peut, peut-être, être empêché, si toutes les questions soulevées par cette réalité peuvent être discutées publiquement. L'article 65, paragraphe 3 de la Constitution de la RDA prévoit qu'avant leur adoption, les lois fondamentales soient soumises à une discussion publique, et qu'il soit tenu compte des résultats de cette discussion pour leur formulation définitive. A notre avis, il s'agit bien d'une loi fondamentale, tant par son sujet même que par le fait que la moitié de la population de la RDA est immédiatement concernée.

Nous, femmes, ne sommes pas prêtes à être enrôlées dans le service militaire général, et nous revendiquons le droit légitime au refus. Le droit de refuser est nécessaire, car l'adoption de cette loi, qui impose l'incorporation des femmes au service militaire général, représente une limitation de notre liberté de conscience. (...)

Le discours que le professeur Arbatov, membre de l'Académie des sciences de l'URSS, a prononcé devant le Congrès de la paix des religions du monde, à Moscou, nous a encouragées à vous adresser encore une fois nos questions. Nous exprimons le souhait que les responsables de cette nouvelle loi sur le service militai-

re se montrent disposés à mener une discussion publique. Nous sommes certaines que vous connaissez ce discours, mais nous en citons malgré tout quelques phrases.

Le professeur Arbatov (...) mentionne les mythes selon lesquels l'accumulation d'armes et de force de frappe est susceptible de contribuer à la sécurité : « *Tous ces mythes nourrissent la course aux armements. On cherche aujourd'hui à les cacher sous des formules et des énigmes compliquées pour lesquelles on utilise une terminologie incompréhensible pour le profane. Je n'exclus pas le fait que cela soit fait exprès pour garder le "non-initié", l'"homme de la rue", à distance. On dit même parfois que l'on ne devrait pas aborder avec cet homme la question des armes nucléaires, les problèmes de la guerre et de la paix, car il mélangerait et gâcherait tout. Mais, d'après moi, c'est là le plus gros, le plus dangereux et le plus nuisible des mythes. Ce problème devrait être abordé avec la participation active de tous... si l'on veut servir les hommes et non les armes.* »

Nous n'aurions pas pu trouver meilleur plaidoyer pour la nécessité de notre pétition. Nous vous prions de nous accorder la possibilité d'un débat public. ■

re se montrent disposés à mener une discussion publique. Nous sommes certaines que vous connaissez ce discours, mais nous en citons malgré tout quelques phrases.

Tous les arguments éculés à propos de l'agression et de la défense, les différenciations entre guerres justes et guerres injustes, sont tellement faibles. Les expériences vécues par la génération de nos parents devraient nous servir d'avertissement contre toute tendance à accepter l'idée que la guerre est un moyen crédible de régler les conflits.

Les femmes sont peut-être plus sensibles aux préparations idéologiques à la guerre qui sont si évidentes aujourd'hui. Nous refusons d'éduquer nos enfants selon l'image classique « ami ou ennemi » et toutes les tendances à la haine et à l'agressivité qui l'accompagnent. Dans les crèches de l'Etat, on favorise avec enthousiasme la distribution de jouets militaires. Dans les écoles, les jeunes pionniers participent à des exercices de campagne, des manœuvres militaires, et sont entraînés à la pratique de la guerre. Dans les cours de travaux pratiques, ils construisent des maquettes de tanks, qui roulent ensuite dans les cours de récréation.

Dans les cours de science militaire, on enseigne aux étudiants les moyens de se protéger contre une attaque nucléaire. Des officiers viennent dans les classes pour recruter des soldats professionnels. Une nouvelle réglementation a été récemment introduite, qui stipule qu'aucun apprenti, en RDA, ne sera autorisé à apprendre un métier s'il n'est pas disposé à participer à un entraînement militaire avant la conscription. Je suis sûre que tu comprends que ce ne sont là que quelques exemples d'un système d'éducation qui ne peut pas amener les gens à embrasser la cause de la paix. Je connais de nombreux professeurs qui ont des problèmes de conscience parce qu'on leur a demandé d'encourager des jeunes (un certain quota est même fixé) à devenir des soldats professionnels.

Ma fille Franziska est maintenant en quatrième. Il y a quelques jours, son professeur lui a ordonné d'enlever le badge portant les mots : « *Justice, désarmement, paix.* » Elle a refusé, et ses camarades l'ont soutenue. (...)

Cinq semaines après l'envoi de la lettre (à Honecker, ndr.), plus de 50 signataires ont reçu chez elles la visite de représentants de différentes institutions d'Etat, afin de discuter des problèmes soulevés. Ceci est en soi encourageant, car, comme tu le sais, dans le passé, des pétitions de ce type n'ont provoqué que la répression. C'est pourquoi ces femmes espèrent que le débat public tant recherché sur ces questions pourra effectivement s'ouvrir. ■



Mobilisation officielle contre l'OTAN à Berlin-Est. (DR)

## ”On enseigne la guerre à l'école”

Lettre de Katja Havemann

Notre lettre à Erich Honecker a rencontré un grand écho. En plus des 150 signatures initiales de Berlin, Halle et Dresde, elle a été signée par de nombreuses femmes qui voulaient ainsi marquer leur refus d'un éventuel service militaire obligatoire pour les femmes. Elles pensent

que la militarisation croissante de notre société est en contradiction avec la volonté de paix si souvent proclamée par nos dirigeants politiques. (...)

Pour nous, l'affirmation que la paix puisse être maintenue par la force de frappe militaire a toujours été fautive. Cepen-

# Victoire électorale de l'Izquierda unida aux municipales

LES élections municipales du 13 novembre dernier ont exprimé avec une netteté sans appel le refus, par une majorité absolue des électeurs, de la politique gouvernementale menée par la coalition de l'Action populaire (AP) et du Parti populaire chrétien (PPC). L'AP, qui avait emporté les élections présidentielles de mai 1980 avec environ 45 % des voix, ne recueille, trois ans après son arrivée au gouvernement, que 12 % des suffrages. Le parti du président Belaunde Terry se place ainsi en quatrième position derrière l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), qui obtient 35 % des voix, la Gauche unie (Izquierda Unida, IU), qui enregistre le tiers des suffrages, et le Parti populaire chrétien, qui plafonne à 18 %.

La politique économique ouvertement pro-impérialiste et la répression accrue dirigée par le gouvernement de Belaunde Terry se trouvent ainsi irrémédiablement sanctionnées par un vote massif de rejet. Même si c'est l'organisation bourgeoise d'opposition, l'APRA, qui en profite le plus, l'IU remporte la victoire dans plusieurs mairies, dont celle de la capitale, Lima. Une autre caractéristique de ces résultats est l'échec du boycott électoral prôné par le groupe guérillériste Sentier lumineux, y compris dans la région d'Ayacucho, où il avait appelé à une grève générale de 72 heures, les 11, 12 et 13 novembre.

De son côté, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IVe Internationale, présentait des listes dans six villes, dont Lima. Il y obtint à peu près partout des résultats très modestes, dont les plus significatifs sont ceux de Juliaca (5 %) et de Tacna, où il dépasse le score de l'IU. Nos camarades du PRT tirent un bilan critique de leur orientation politique dans cette campagne. Cela les a conduits à rendre publique une autocritique concernant leur politique d'alliances et leur rapport avec la coalition IU, que nous publions ci-après en encart.

L'article qui suit est extrait de *Combate Socialista*, organe du PRT, numéro du mois de novembre. Il analyse les résultats électoraux des municipales du 13 novembre, ainsi que l'approfondissement des perspectives de mobilisation de masse qu'ils signifient. Nous le publions dans une version légèrement abrégée. ■

## « COMBATE SOCIALISTA »

Les élections municipales ont ouvert une nouvelle période dans la situation politique. Les masses ont voté contre le gouvernement et l'Action populaire (AP), qui est le grand perdant, à moins de deux ans des élections générales prévues pour mai 1985. L'APRA apparaît comme la force de rechange possible pour un régime discrédité, et le Parti populaire chrétien (PPC) s'affirme comme une force politique organisée au niveau national. Mais les vainqueurs de ces élections ont sans aucun doute été les travailleurs, à travers le soutien massif qu'ils ont apporté à Izquierda Unida (IU).

## LES PROGRES DE L'APRA

Les résultats officiels donnent à l'APRA le plus fort résultat électoral et le plus grand nombre de municipalités dans le pays. Elle avait obtenu 35 % aux élections à la Constituante de 1978, 22 % puis 16,9 % seulement aux deux élections de 1980. Elle passe cette fois-ci à 39,7 % des votes validés. Cette victoire électorale renforce la tendance « jeune » Alan Garcia-Sanchez-Alfredo Barnechea, face à la tendance « intermédiaire » d'Armando Villanueva-Cox-Valle Riestra.

Du fait de ce résultat électoral, la concrétisation à court terme d'une allian-

ce de l'APRA avec IU paraît exclue, dans la mesure où tout projet de front entre les deux formations supposerait une rupture sur la gauche de ce parti réformiste bourgeois. Ceux qui revendiquent un maintien de son profil politique prônent le « refus d'un accord avec le communisme » et misent sur une victoire électorale de l'APRA en 1985, sont sortis renforcés de ces élections.

Tirant parti des mécanismes de la démocratie bourgeoise, ils s'efforcent de surmonter la crise politique actuelle en

1. En 1978, la coalition de gauche regroupée dans le Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) atteignit un score électoral de 11 % pour les élections à l'Assemblée constituante. Cette coalition était composée non seulement d'organisations révolutionnaires comme le PRT ou le POMR, mais aussi de dirigeants syndicalistes ou populaires combatifs. Mais l'UDP n'en faisait pas partie.

En vue des élections législatives et présidentielles de mai 1980, se formait une coalition plus large, l'Alliance de la gauche révolutionnaire (ARI). Celle-ci, formée à l'initiative du PRT et des organisations centristes UDP et Avanguardia revolucionaria (VR), regroupait aussi des organisations maoïstes comme UNIR et le PCR, et le POMR (alors lié au courant lambertiste). L'ARI était prête à soutenir, sur une plateforme de classe, la candidature présidentielle de Hugo Blanco, créditée par les sondages d'un résultat potentiel supérieur à 20 % des suffrages. Malheureusement, l'ARI devait éclater avant les élections, sous la double action des groupes maoïstes (UNIR notamment) et du POMR, qui

présentant l'APRA comme alternative au gouvernement discrédité de la coalition AP-PPC. Il s'agit de prévenir l'explosion de la forme de domination démocratique parlementaire, qui connaît une crise profonde, avec un régime discrédité, un Parlement qui délibère sur des faits accomplis, de graves conflits au sein de la bourgeoisie, et des forces armées qui partagent de fait le pouvoir gouvernemental.

Mais, à l'évidence, la nécessité de résoudre la crise politique et de faire face à la débâcle économique exige une défaite des travailleurs qui sont, même sur le terrain déformant des élections bourgeoises, les principaux protagonistes de la situation politique actuelle.

## UN TRIOMPHE D'IZQUIERDA UNIDA (IU)

La coalition d'Izquierda Unida, composée du Parti communiste péruvien (PCP), de l'Union démocratique populaire (UDP), du Parti communiste révolutionnaire (PCR), du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP), et de l'Union nationale de la gauche révolutionnaire (UNIR), arrive en effet au second rang de ce scrutin (1). Son candidat à la mairie de Lima, Alfonso Barrantes, l'a emporté haut la main, avec plus de 527 000 voix, soit 34 %. Et à Cuzco, Puno, Huancavelica, Huancayo, IU se signale par des triomphes retentissants. Cependant, pour s'être présentée divisée, IU a été défaite à Arequipa, Moquegua, Pasco et Huanuco.

Le triomphe de cette coalition à Lima, où se trouve concentré un tiers de l'électorat national, ainsi que le résultat dans l'ensemble du pays, constituent une victoire pour les travailleurs, qui ont exprimé dans les urnes leur volonté d'en finir avec une situation intolérable. Ils ont infligé une défaite au gouvernement en parvenant à rassembler, autour d'exigences démocratiques, de larges couches d'opprimés, de chômeurs, des membres de professions libérales, des commerçants, artisans, paysans, jeunes, etc.

IU a conquis la confiance de la majorité écrasante de la classe ouvrière et de la paysannerie, parce qu'elle se présente

s'en retirait sur décision d'un comité international alors formé sous la direction de Nahuel Moreno, qui venait de scissionner de la IVe Internationale, et de Pierre Lambert, dirigeant de l'OCI française. Le PRT, qui se trouvait devant l'alternative de maintenir coûte que coûte l'ARI avec l'UDP, ou d'enterrer son éclatement, optait pour la seconde solution. Il formait alors une petite coalition avec le POMR et le Parti socialiste des travailleurs (PST) et endossait ainsi une part de responsabilité dans l'éclatement de l'ARI, dans la dispersion du capital électoral constitué à l'époque du FOCEP, et dans la frustration de ne pas participer à l'émergence d'un puissant pôle de lutte de classe.

L'échec de l'ARI ouvrait l'espace à la formation, pour les municipales de novembre 1980, d'une nouvelle coalition, la Gauche unie (Izquierda Unida, IU), dont le centre de gravité, du fait de la présence du PCP (staliniens) et de l'absence du PRT, était différent du FOCEP et de l'ARI, et dont la délimitation de classe était moins nette.

# L'autocritique du Parti révolutionnaire des travailleurs

Les élections municipales de novembre se sont soldées par un important progrès électoral d'IU, alors que le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) a connu un recul qui sanctionne l'échec de sa politique d'alliance et de son activité électorale. Ces résultats ont conduit nos camarades à réexaminer cette situation et à rendre publique une importante autocritique, que nous reproduisons ci-après.

*« Le bon révolutionnaire n'est pas celui qui ne se trompe jamais, mais celui qui est capable de reconnaître ses erreurs et de les corriger. »*

1. Les résultats des élections municipales ont ouvert une nouvelle situation dans le pays. Le fait le plus important qui marque ce changement est le triomphe massif d'Izquierda Unida dans les élections, à Lima et dans d'autres villes importantes.

Cela n'a pas seulement signifié une défaite du gouvernement, mais une victoire du courant d'opposition ouvrier et populaire au régime. Cette victoire électorale de la gauche met à l'ordre du jour la possibilité concrète et tangible d'aspirer à un gouvernement représentant les travailleurs et non plus la bourgeoisie.

2. Notre parti ne partage pourtant pas cette victoire. A Lima et dans quatre de ses quartiers populaires, comme dans les villes de Moliendo, Tacna, Juliaca et Arequipa, notre parti a présenté des listes alternatives à celles d'IU. En plus d'un cas, il a centré sa campagne électorale sur la critique d'IU. Le résultat de cette orientation a été une défaite électorale et politique pour le PRT.

3. Nous ne pensons pas que notre erreur ait résidé seulement dans le fait de n'avoir pas retiré nos listes pour apporter un soutien critique à IU. Nous estimons que cette erreur a été plus importante et plus profonde. Depuis pratiquement sa fondation (en 1978, ndr.), notre parti a suivi une ligne dogmatique et sectaire opposant, à tort, la défense de positions révolutionnaires et la construction du parti à la pratique du front unique.

C'est cette attitude qui a empêché de comprendre la portée qu'avait, en 1978-1979, l'unité FOCEP-UDP. Cette même orientation sectaire était présente dans le fait de n'avoir pas défendu avec l'UDP l'existence de l'ARI, même après que le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR), UNIR et le PCR l'aient abandonnée en 1980. Et c'est ce qui a barré la voie à un front révolutionnaire alors possible. C'est cette même politique dogmatique qui nous a maintenus de façon irresponsable à l'écart d'IU, en septembre 1980, quand cette coalition s'est constituée comme cadre unitaire de la gauche. Depuis lors, notre parti est resté, à tort, en marge d'IU.

4. Notre parti a compris que, sans l'unité du mouvement ouvrier et populaire, il ne peut y avoir ni victoires ni révolution. Les positions révolutionnaires n'ont aucune perspective de succès si elles ne sont pas capables de gagner la majorité sur le terrain du front unique.

L'expérience tragique de Grenade, où la division des révolutionnaires a permis l'invasion impérialiste, est une preuve en négatif de cette affirmation. La victoire de la révolution au Nicaragua et ses progrès au Salvador, obtenus sur la base d'une ferme défense de l'unité, en sont une preuve positive.

5. Notre parti, en rendant cette autocritique publique, reconnaît qu'Izquierda Unida est le cadre de front unique des travailleurs et du peuple péruvien. C'est pourquoi c'est dans IU que doit être impulsée l'action commune des partis de gauche, et c'est en son sein que doivent se dérouler le débat et la confrontation démocratique entre les diverses options qui existent dans la gauche.

En affirmant ceci, notre parti s'engage publiquement à travailler unitairement et loyalement dans ce cadre et à impulser ses comités de base.

6. Cette déclaration ne signifie pas, loin s'en faut, que notre parti renonce à sa position de lutte conséquente en défense des intérêts des exploités, ni à ses points de vue politiques et programmatiques.

Notre parti n'a jamais caché et ne cachera pas maintenant ses différences avec la direction d'IU, mais il s'engage à une discussion sérieuse de ces différences sur la base du respect mutuel et de la défense de l'unité du front unique.

C'est pourquoi le PRT affirme :

— La nécessité d'étendre l'unité réalisée dans IU à tous les terrains : construire la Centrale unique des travailleurs, construire une seule centrale paysanne.

— La nécessité de démocratiser les organisations ouvrières et populaires et de combattre toute forme de bureaucratisme ou d'usurpation de la démocratie de masse.

— La nécessité d'impulser dans tout le pays des fronts de défense du peuple fondés sur les assemblées populaires en tant qu'organismes de front unique et de lutte de masse, et comme futurs organes de pouvoir populaire, tâche qui incombe aujourd'hui en tout premier lieu aux maires élus d'IU.

— La défense de l'indépendance politique des travailleurs face aux diverses options de la bourgeoisie et, par conséquent, le refus d'une alliance avec l'APRA.

— La nécessité urgente de passer de la victoire électorale à une victoire effective contre le gouvernement, à travers la mobilisation de masse, pour le défaire.

— La nécessité de préparer les masses sur tous les terrains, y compris celui de l'autodéfense, pour affronter le militarisme, qui cherchera à empêcher par tous les moyens la marche des travailleurs au pouvoir.

— La conviction que seule la rupture avec l'impérialisme et le début de transformation socialiste de l'économie pourront tirer le pays de la crise, et que seul un gouvernement des travailleurs fondés sur leurs propres organes de pouvoir pourra garantir réellement les droits démocratiques et sociaux pour les masses.

7. Le PRT appelle ses militants et sympathisants à faire la preuve pratique du cours nouveau que nous donnons à notre parti, en donnant non seulement un exemple de combativité et de sacrifice en défense des intérêts des exploités, comme ils le font déjà, mais encore en devenant les meilleurs défenseurs de l'unité de la gauche et des organisations de masse.

8. Considérant qu'IU représente le chemin de l'unité pour les masses, nous demandons l'intégration du PRT à IU. Dans les prochains jours, nous formaliserons notre demande d'admission. ■

Parti révolutionnaire des travailleurs,  
Lima, le 3 décembre 1983.

comme l'alternative unitaire démocratique des travailleurs et de la gauche sur le plan électoral, dans la continuité des 30 % des voix obtenus par le FOCEP, l'UDP et d'autres organisations aux élections à l'Assemblée constituante en 1978, des 30 % de voix dispersées sur plusieurs

listes après l'éclatement de l'Alliance révolutionnaire de gauche (ARI) en mai 1980, des 28 % atteints déjà par IU à Lima en novembre 1980, et, finalement, par les 34 % de Barrantes, à Lima, lors de ces dernières élections municipales.

Le besoin d'unité exprimé par le

FOCEP et l'UDP en 1978, déçu par l'ARI, et résolu par le réformisme en novembre 1980 sans la participation des

2. Sur l'analyse de Sentier lumineux, se reporter à *Inprecor* numéro 144 du 20 février 1983.

trotskyistes, fait aujourd'hui le succès d'IU. A travers deux processus électoraux municipaux, des dizaines de milliers de dirigeants populaires, jouissant d'une réelle autorité et représentativité, ont pu se regrouper et s'exprimer dans ce front, lui conférant une autorité indiscutable et le légitimant en tant que direction majoritaire des exploités et opprimés du pays.

Non seulement IU a concentré les voix des partis qui la composent, mais elle a reçu aussi l'appui des forces les plus variées, qui vont de l'Alliance révolutionnaire socialiste et l'Alliance populaire socialiste, jusqu'à des « vélaquistes » notoires, comme Fernandez Maldonado, et de petites organisations pro-albanaises (Voix communiste), et d'autres qui se réclament du trotskysme (Parti socialiste des travailleurs - Ligue ouvrière socialiste).

digènes associés au capital financier international. Sur les décombres de son allié, l'AP, le PPC passe dans l'« opposition », en exigeant un régime autoritaire néolibéral. L'alliance AP-PPC s'est détériorée et elle peut s'achever avant même la venue à échéance de son pacte, en juillet 1984. La crise politique de la bourgeoisie a aussi donné lieu à la création de nouveaux petits partis ou à la réapparition d'autres. (...)

Ces élections municipales constituent également une défaite pour l'appareil militaire bourgeois. (...) Le général Briceno, commandant général de l'armée, a poussé ses déclarations anticommunistes jusqu'à amalgamer IU et Sentier lumineux (2). Après le résultat du 13 novembre dernier, la question de l'attitude à adopter devant un éventuel gouvernement de gauche se

Mais elles feront bloc pour empêcher l'accession d'IU au pouvoir dans le cadre d'élections générales. La possibilité d'un coup d'Etat reste à l'ordre du jour.

### LA DÉFAITE DE « SENTIER LUMINEUX »

Les masses ont voté contre le gouvernement, faisant prévaloir le droit démocratique qu'elles ont arraché par leurs mobilisations dans la décennie des années 1970. Et si Sentier lumineux n'a pas été défait militairement, il a sans aucun doute connu une défaite politique. A Ayacucho, les masses ont voté contre la tyrannie policière et militaire de l'Etat, contre le gouvernement, et pour le candidat le plus à gauche. La grève de 72 heures appelée par Sentier lumineux a échoué, et il est clair que, dans tout le pays, les masses conservent des illusions sur la démocratie bourgeoise et sur les grands partis traditionnels. Sentier lumineux a montré qu'il manque d'autorité politique auprès des masses, que quand les forces armées prennent le contrôle du pays pour 72 heures, ses possibilités de mobiliser ses détachements sont réduites ou anéanties. Il apparaît clairement qu'on ne peut construire un appareil militaire révolutionnaire en dehors des masses, de leurs expériences et des objectifs propres qu'elles se fixent.

### UNE PROFONDE CRISE ÉCONOMIQUE

La base matérielle de l'actuelle crise politique se maintient et s'approfondira (3). A la fin de 1983, la chute de la production n'aura pas de précédent, même par rapport à celle du krach de 1930 ou celle du siècle dernier pendant la Guerre du Pacifique. La production globale chutera d'au moins 14 %. La faillite de la structure productive interne et la ruine des campagnes sont les conséquences dramatiques d'un cycle récessif qui va affecter à court terme la branche bancaire financière. Le taux d'inflation atteindra les 140 %, accompagné d'une dévaluation de 130 % et d'un endettement extérieur de 15 milliards de dollars (120 milliards de francs). Enfin, le taux de chômage absolu et dissimulé dépasse les 50 % de la population économiquement active.

Telle est la base de l'actuelle crise politique que la bourgeoisie s'efforcera de résoudre dans un délai qui va de ces élections municipales aux élections générales de mai 1985, en appelant à un regroupement politique de ses forces, à la collaboration de classe pour empêcher le débordement des masses, dans la perspective d'une « défaite à froid » des travailleurs ou d'un coup d'Etat, d'un écrasement violent qui mettrait fin à la courbe ascendante de luttes empêchant l'éclatement de la forme actuelle de domination démocratique parlementaire. ■

« COMBATE SOCIALISTA »  
Lima, novembre 1983.

3. Cf. *Inprecor* numéro 161 du 21 novembre 1983.



Manifestation populaire au Pérou, il y a quelques années. (DR)

### LA POLARISATION DES FORCES BOURGEOISES

La bourgeoisie, qui serrait les rangs en 1980 autour de l'Action populaire, s'est maintenant polarisée autour de deux tendances : celle de l'APRA, vieux parti national bourgeois, qui a une présence organisée très importante dans l'ensemble du pays et arbore un projet social-démocrate d'une part, et le Parti populaire chrétien de l'autre, qui est arrivé en troisième position aux élections avec 18 %, l'emportant même à Moquega et dans certains quartiers importants de Lima.

Le PPC est parvenu à capitaliser, sur la droite, le mécontentement envers la politique populiste. Il est devenu le représentant homogène des monopoles in-

pose au haut commandement militaire, dont le poids politique ne cesse de croître. Dans ce cadre, les frictions internes aux forces armées sont manifestes. (...)



## La responsabilité du gouvernement dans les massacres anti-tamouls

**F**IN juillet dernier, d'importantes émeutes anti-tamoules qui n'avaient rien de spontané étaient organisées à la suite de la mort des soldats d'une patrouille cinghalaise tombée dans une embuscade tendue par des nationalistes tamouls, les « Tigres », comme on les appelle dans le nord du pays.

Les exactions organisées contre les Tamouls se sont étendues à l'ensemble du pays, faisant des centaines de victimes et au moins cent mille réfugiés. Des milliers de commerces tenus par des Tamouls ont été détruits, des plantations de thé incendiées, et plus de 17 usines importantes saccagées. Autour de la capitale Colombo, les plus importantes usines textiles, employant plus de 2 000 travailleurs, ont été détruites par des commandos cinghalais.

Ces massacres n'ont pas fait de distinction entre les Tamouls, les commandos s'en prenant indifféremment à des personnalités tamoules modérées et aux travailleurs tamouls d'origine indienne travaillant dans les plantations de thé dans le centre de l'île. Il s'agit donc bien d'émeutes raciales qui furent, de plus, encouragées par le gouvernement. Ce dernier organisa ensuite un véritable complot contre les libertés démocratiques, en accusant les organisations de gauche de déstabilisation, et en prononçant leur interdiction, la suspension de leur presse, et l'arrestation de certains de leurs dirigeants. Tout cela s'intègre donc dans le cadre d'un durcissement significatif du pouvoir à l'œuvre depuis déjà plusieurs années.

L'article que nous publions ci-dessous analyse le contexte de l'évolution autoritaire du gouvernement du président Jayewardene et l'arrière-plan des massacres anti-tamouls de l'été dernier.

Upali DA SILVA

A en croire un vieux dicton du Sri Lanka, le jour où le bec du pivert, animal qui n'épargne aucun arbre, comme l'on sait, s'attaquera au bananier, il s'y trouvera irrémédiablement encastré et pris au piège. Aujourd'hui, nombreux sont les observateurs politiques qui considèrent que ce proverbe donne une image appropriée pour décrire la situation que connaissent actuellement le président Junius Richard Jayewardene et le gouvernement du Sri Lanka.

Effectivement, depuis la victoire électorale, en 1977, du Parti de l'unité nationale (United National Party, UNP) et de son accession au pouvoir, J.R. Jayewardene a réussi, en six ans, à supprimer ou à réduire au silence la plupart de ses opposants (1). Pour cela, Jayewardene et son parti, l'UNP, ont dû utiliser leur majorité au Parlement pour éliminer de la scène politique l'ancien Premier ministre, Sirimavo Bandaranaike, dirigeante du Parti de la liberté (Sri Lanka Freedom Party, SLFP), en lui supprimant ses droits civiques, sous le prétexte qu'elle avait abusé de son pouvoir alors qu'elle était en fonction. Des milliers de travailleurs ont été licenciés pour avoir pris part à la grève de juillet 1980 revendiquant une hausse des salaires. Les fonctionnaires de police, que la justice avait déclarés coupables de violations des droits de l'homme et des droits démocratiques, ont été promus à des postes de responsabilité. Des escouades de

gangsters, chargées d'attaquer physiquement les étudiants, les travailleurs et d'autres citoyens ayant cherché à exercer leurs droits démocratiques, ont été organisées. Ainsi, en juin 1979, un travailleur qui participait à un piquet de protestation pacifique a été tué par ces gangsters. Les services de voyous ont été mis à profit pour manifester contre les juges de la Cour suprême qui avaient osé rendre des jugements défavorables au gouvernement. Au niveau gouvernemental, tous les députés du cabinet ont été contraints à donner des lettres de démission non datées au président Jayewardene, qui accroissait ainsi son pouvoir personnel. Le Département d'investigation criminelle a été systématiquement utilisé pour s'immiscer dans l'activité du principal parti d'opposition bourgeois, le SLFP, et ap-

profondir ses dissensions internes. Enfin, grâce à une manœuvre constitutionnelle, le gouvernement reporta la tenue des élections générales prévues pour juillet 1983 (2).

Cette liste est cependant loin d'être exhaustive. Par l'adoption de décrets législatifs, de mesures administratives, par la mobilisation de gangsters de l'UNP, Jayewardene est parvenu à créer la machine politique la plus répressive et autoritaire qu'ait connue le Sri Lanka depuis l'indépendance, acquise en 1948.

Cependant, en dépit des moyens mis en œuvre, le gouvernement de l'UNP n'a jamais réussi à soumettre une partie de la population, à savoir la minorité tamoule, qui lutte pour l'égalité et la reconnaissance de ses droits nationaux (3). Dans son manifeste électoral de 1977, l'UNP déclarait que la revendication d'un Etat tamoul séparé, Eelam en langue tamoule, était due aux injustices que continuait à subir la population tamoule, injustices liées à la colonisation, concernant notamment l'éducation et l'emploi de la langue tamoule. Sur la base de ce constat, l'UNP s'était engagé à convoquer une conférence interpartis pour trouver des solutions à long terme à ces problèmes nationaux. Cependant, depuis son accession au pouvoir, l'action de l'UNP s'est limitée à quelques retouches de façade et aucune mesure significative n'a été prise pour résoudre le problème de la population tamoule.

A peine un mois s'était-il écoulé depuis l'arrivée au pouvoir de l'UNP que survenait, en août 1977, le premier pogrome anti-tamoul. Bien loin d'adopter une démarche ferme vis-à-vis de ces attaques racistes, Jayewardene en avait profité pour rendre le Front uni de libération tamoule (Tamil United Liberation Front, TULF) responsable de ces troubles, sous le prétexte que la revendication d'un Etat séparé avait, en elle-même, provoqué ces attaques (4). Aucune mesure ne fut prise à l'encontre des officiers de police à l'initiative de cette émeute. En fait, au moment même du pogrome, Jayewardene prononçait un discours au Parlement, dans lequel il déclarait : « *Ce n'est pas moi qui le dit, mais les Cinghalais eux-mêmes ; ils disent (aux Tamouls) : "Si vous voulez la paix, venez en paix, si vous voulez la guerre, il y aura la guerre".* » Inutile de dire que ce discours n'a pu que contribuer à attiser le racisme et à encourager

1. Cf. *Inprecor* numéro 137 du 22 novembre 1982.

2. Jayewardene convoqua des élections présidentielles le 20 octobre 1982 en déclarant : « *Après la victoire électorale que je vais remporter, la carte électorale du Sri Lanka pourra être rangée pendant 10 ans.* » (*Le Monde*, 19 octobre 1982). Cela n'était pas une menace en l'air, puisque dans la foulée de sa réélection le président Jayewardene organisa, le 22 décembre 1982, un référendum destiné à proroger de six ans le mandat du Parlement, et, partant, du gouvernement de l'UNP, qui devait initialement expirer en août 1983. Les élections générales de juillet 1983 étaient de ce fait supprimées.

3. Les populations tamoules du Sri Lanka représentent environ 18 % de la population

totale, soit 2,7 millions de personnes sur un total de 15 millions d'habitants de l'île. Cette population se subdivise en 1,5 millions de Tamouls indigènes habitant l'île depuis des milliers d'années et localisée dans le Nord et l'Est (soit environ 12,5 % de la population totale), et 1,2 millions de Tamouls descendants des travailleurs tamouls en provenance de l'Inde, envoyés par le colonialisme britannique travailler dans les plantations de thé du Sri Lanka (soit 5,5 % de la population totale).

4. Depuis l'échec de la gauche aux élections de 1977, le TULF est devenu la principale force d'opposition au Parlement. C'est une organisation nationaliste bourgeoise qui se démarque nettement des courants les plus radicaux de la communauté tamoule.

encore davantage les éléments racistes à incendier, assassiner et piller.

En fait, chaque mesure adoptée par le gouvernement UNP n'a fait que renforcer l'oppression des Tamouls et les convaincre davantage que l'établissement d'un Etat séparé sur leurs terres était la seule véritable solution à leurs problèmes. Décrets législatifs draconiens, tel que la Loi de prévention du terrorisme (Prevention of Terrorism ACT, PTA), qui permet d'arrêter et de détenir n'importe qui pour une période de dix-huit mois, sans avoir à en rendre compte et sans procès, ce qui se traduit aussi par la disparition de jeunes Tamouls arrêtés par la police ou par l'armée, la torture de détenus, l'incendie de magasins et de maisons, et, en particulier, l'incendie de la bibliothèque publique de Jaffna, qui possédait un fonds inestimable de 250 000 livres, le harcèlement continu de la population tamoule par l'armée dans les provinces du Nord et de l'Est. Tout cela n'a fait qu'étendre l'influence des organisations de jeunes tamouls, qui préconisent la résistance armée et la lutte contre la politique répressive du « gouvernement cinghalais ».

Cette situation d'accentuation de l'oppression tamoule a engendré des réactions qui se sont manifestées en particulier dans la province du Nord par le faible pourcentage de votes accordés à Jayewardene lors des élections présidentielles en octobre 1982 et par le vote massif en faveur de l'opposition lors du référendum de 1982 (5). La politique à courte vue du gouvernement a contribué au développement du nationalisme tamoul et à l'accroissement de l'influence des éléments les plus radicaux au sein de cette minorité. Chaque meurtre gratuit, chaque attaque arbitraire commis par les forces de sécurité ont fait grossir les rangs des groupes armés tamouls et ont causé de plus en plus de difficultés aux dirigeants les plus modérés du TULF pour maintenir leur hégémonie.

### L'EXEMPLE DES TAMOULS S'ÉTEND

L'attitude de défiance croissante de la population tamoule et la détermination opiniâtre des jeunes Tamouls ont commencé à influencer peu à peu d'autres secteurs ayant souffert sous le régime de Jayewardene. Par exemple, dans le sillage des élections locales de mai 1983, des membres du SLFP ont décidé de répondre à la violence de l'UNP par une contre-violence. Dans la circonscription électorale de Mahara, où le gendre de Sirimavo Bandaranaike, Vijaya Kumaranatunge, se trouvait en lice, le gouvernement de l'UNP confia la charge de la supervision de cette élection à un officier de police qui avait été critiqué par la Cour suprême pour avoir violé les droits démocratiques fondamentaux d'un groupe oppositionnel, et qui, aussitôt après, avait été promu par Jayewardene. La police fit tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher Kumaranatunge de tenir ses meetings électoraux. Les gangsters de l'UNP essayèrent de l'assassiner, tuant son chauffeur. Kumaranatunge mobilisa ses partisans pour répondre à la



Cortège syndical de travailleurs du Sri-Lanka. (DR)

violence de l'UNP, obligeant ainsi Jayewardene en personne à faire du porte à porte pour assurer la victoire du candidat de l'UNP aux élections.

Les étudiants de l'université de Peradeniya sont eux aussi devenus de plus en plus défiants, après avoir été confrontés à une administration à la solde de l'UNP. En fait, c'est à la suite de la lutte des étudiants que le gouvernement a imposé une censure sur la presse juste avant le pogrome de juillet 1983. D'autres secteurs de la population commençaient à reprendre à leur compte le défi et les méthodes combattives des jeunes Tamouls au nord du pays. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les atteintes à la vie et aux biens de la population tamoule, y compris contre les travailleurs pauvres des plantations, n'ayant rien à voir avec le mouvement Eelam, puisque leur dirigeant le plus populaire, Thondaman, est membre du cabinet Jayewardene.

Le pogrome anti-tamoul de juillet — le troisième depuis 1977 — n'a en aucun cas été une explosion raciste spontanée pour venger la mort des treize soldats cinghalais tués par la guérilla nationaliste tamoule dans le Nord, comme cela avait parfois été présenté. Il est clair que ce pogrome a bien été organisé, et les premières attaques contre les magasins et les maisons tamouls — mais pas les pillages qui ont suivi — ont été menées selon un plan bien préparé. Cherchant un peu tardivement à trouver des boucs émissaires, le gouvernement a interdit trois partis de gauche, en annonçant qu'il avait découvert un complot communiste et gauchiste visant à renverser l'Etat (6). Ce complot était supposé s'accomplir en trois étapes. Pour la première, ce qui était chose faite, il s'agissait de créer des conflits entre Tamouls et Cinghalais. La seconde étape devait consister à fomenter des conflits entre Cinghalais et musulmans. La troisième, enfin, devait voir un processus semblable entre Cinghalais bouddhistes et non-bouddhistes, et le chaos ainsi

orchestré devait permettre la prise du pouvoir (7). Le ministre d'Etat, Ananta Tissa de Alwis, qui fit ces révélations publiques à la radio, déclara également, mais dans la seule version cinghalaise de son discours et non dans sa version anglaise, que ce complot avait été ourdi dans un pays étranger, tout en refusant de le nommer.

Quasiment personne n'accorde toutefois le moindre crédit à cette histoire fantastique. Le leader parlementaire du SLFP lui-même, que l'on ne peut guère soupçonner d'être de gauche, a déclaré au Parlement, le 4 août 1983, que s'il voulait trouver les véritables criminels, « le gouvernement devrait chercher de son côté ». Sirimavo Bandaranaike, dirigeante du SLFP, a également déclaré que le gouvernement cherchait à sauver sa propre peau en essayant de tout mettre sur le dos de la gauche. Cependant, la condamnation la plus sévère est venue de Thondaman, ministre du gouvernement Jayewardene. A ses dires, il ne s'agissait pas d'un conflit entre Cinghalais et Tamouls, car toutes ces exactions avaient été menées par une force organisée et n'auraient pu l'être sans la permission et l'encouragement des forces de l'ordre. Par la suite, il fit allusion aux activités d'un autre ministre, Gamage Disanayeke, chargé du plan d'irrigation de Mahawli, qui encourageait activement le déplacement des travailleurs des plantations s'étant installés dans les districts de Vavuniya, Trincomali et Mannar, au nord du pays.

Le gouvernement lui-même a fini par admettre que des membres des forces ar-

5. Cf. *Inprecor* numéro 142 du 31 janvier 1983.

6. Cf. la déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale dénonçant les exactions anti-tamoules, publiée dans *Inprecor* numéro 156 du 12 septembre 1983.

7. Près de 70 % de la population est bouddhiste. Les 30 % restants se divisent en un peu plus de 15 % d'hindouistes, près de 8 % de musulmans et 7 % de chrétiens.

mées avaient participé à ces pogromes. Il lui a été tout simplement impossible de nier que près d'une centaine de membres de l'unité navale de Trincomali avaient forcé l'arsenal et avaient participé aux massacres, et que 42 civils avaient été abattus par des soldats à Jaffna à la pointe nord de l'île, les 24 et 25 juillet. Les apologistes du gouvernement ont essayé de prétendre que ce n'était pas ce dernier mais des « éléments fascistes » du Balamandala cinghalais, tel le prêtre bouddhiste Elle Gunawansa, des éléments indisciplinés de l'armée et certains ultra-nationalistes du gouvernement, tel Cyril Mathew, le ministre de l'Industrie, qui étaient responsables de ces pogromes.

Les « ultras » peuvent avoir exploité cette situation, et même organisé la destruction d'usines et de magasins appartenant à des Tamouls, dans la mesure où ils ont toujours demandé que le commerce et les affaires soient remis aux mains des Cinghalais, et insisté sur la nécessité d'en finir avec la mainmise des Tamouls sur l'économie. Cependant, les activités de hauts personnages du gouvernement montrent qu'il y est impliqué à un degré ou à un autre. Jayewardene était visiblement inquiet de son incapacité à résoudre le problème : quelques jours avant les événements, il déclara, dans une interview accordée au *Daily Telegraph* de Londres, qu'il avait convoqué une conférence de tous les partis pour débattre de la question du terrorisme. Puis il a ajouté qu'il avait un plan pour résoudre ce problème. De même, il est significatif qu'immédiatement avant le pogrome de juillet, la presse contrôlée par le gouvernement ait engagé une campagne virulente contre les Tamouls, campagne qui ne faisait aucune distinction entre des « terroristes » et la population tamoule dans son ensemble. Et tous ceux qui ont évoqué les questions relatives aux droits de l'homme ont été présentés comme des communistes par le gouvernement.

Au moment où les treize soldats ont été tués, c'est-à-dire dans la nuit du 23 juillet, la presse se trouvait sous le contrôle implacable de la censure. Malgré cela, le gouvernement donnait la nouvelle à la presse le lendemain même des événements. Ne comprenait-il pas qu'elle pouvait enflammer la population cinghalaise et être facilement exploitée par les « ultras » ? De même, il s'est également arrangé pour ramener à Colombo, la capitale, les dépouilles des soldats victimes de l'embuscade des nationalistes tamouls et y organiser de grandes funérailles. Comme on pouvait s'y attendre, une foule importante, parmi laquelle se trouvaient de nombreux soldats, est venue assister à l'enterrement. Le soir-même survenaient les premières attaques contre les magasins tamouls, non loin du cimetière où avait eu lieu la cérémonie funéraire et de la résidence privée du président Jayewardene. Un grand nombre de magasins appartenant à des Tamouls ont été détruits au cours de la nuit, sans que le gouvernement n'impose le couvre-feu à ce moment. Par son réseau de renseignements, le gouvernement devait savoir

que certains éléments se préparaient à attaquer dans d'autres régions.

## LE GOUVERNEMENT VERSE DE L'HUILE SUR LE FEU

Mais le plus surprenant reste que ni Jayewardene ni aucun autre dirigeant n'ont fait le moindre effort pour appeler la population à mettre un terme à ces attaques ou, tout au moins, à ne pas s'y engager. Ils ont attendu pour cela le 28 juillet, c'est-à-dire au bout de quatre jours de violences ininterrompues. Et même à cette occasion, Jayewardene, dans son discours, n'a ni condamné cette violence

ni exprimé le moindre regret à propos des souffrances causées à d'innombrables Tamouls. Il a déclaré que le gouvernement avait décidé de prendre note de ce que la population cinghalaise avait essayé d'exprimer par ce biais, que le TULF était responsable de ces troubles, et il s'est engagé à amender la Constitution de telle façon qu'il deviendrait illégal de revendiquer un Etat séparé ! Il n'est donc pas étonnant qu'immédiatement après ce discours, les violences anti-tamoules se soient étendues à d'autres régions et se soient ensuite portées contre des travailleurs des plantations de thé et de caoutchouc.

## La répression contre les organisations de gauche

L'opération de répression menée par le gouvernement à la suite du pogrome de juillet est loin d'avoir été un succès. En premier lieu, personne n'a cru aux accusations gouvernementales selon lesquelles la gauche était responsable des attaques contre la population tamoule. La manière même dont cette opération a été menée a clairement montré qu'elle avait été conçue par le gouvernement. Dans sa première allocution au pays, le vendredi 28 juillet, c'est-à-dire trois jours après le plus fort de l'émeute, Jayewardene n'a fait strictement aucune allusion à la gauche à ce propos. Ce n'est que plus tard que le gouvernement a monté de toutes pièces l'histoire d'un soi-disant complot de la gauche. Tout d'abord, il avait besoin d'une sorte de couverture face à la réprobation internationale. Ensuite, il craignait que la perte massive d'emplois, du fait des destructions d'usines et de commerces, n'entraîne une agitation populaire dont les partis de gauche auraient pu tirer profit. En fait, au moment où le gouvernement a pris la décision d'interdire les partis de gauche et d'arrêter certains de leurs dirigeants, ceux-ci s'y attendaient et se trouvaient relativement bien préparés à cette éventualité.

Ainsi, le Janatha Vikmuti Peramuna Party (JVP, Front de libération populaire) avait décidé que certains de ses dirigeants se rendraient et que le reste entrerait dans la clandestinité. Les autres partis de gauche ont réagi de manière identique, à l'exception du Parti communiste (PC), qui avait décidé de ne rien faire et de laisser le gouvernement arrêter ses dirigeants. Dans le cas précis du PC, les arrestations ont touché quatre de ses principaux dirigeants, mais pas les membres du Parlement. Aujourd'hui, ils ont été relâchés, et l'interdiction de ce parti et de son organe de presse, *Attha*, a été levée. En ce qui concerne le Nava Sama Samaja Party (NSSP, Parti pour une nouvelle société égalitaire), une scission de gauche du parti social-démocrate Lanka Sama Samaja Party (LSSP, Parti de l'égalité), le gouvernement ne semble pas faire d'efforts particuliers pour en arrêter les dirigeants. Par contre, tous les dirigeants locaux du JVP, y compris des dirigeants étudiants, ont été arrêtés. Le pouvoir essaie aujourd'hui de discréditer et de désorganiser ce parti qui est, à ses yeux, le plus important des partis de gauche, dans la mesure où il avait obtenu un score important (4,19 % des suffrages) aux élections présidentielles de l'année précédente.

Cependant, le plus important reste le fait qu'en dépit de la récompense de 50 000 roupies (16 000 francs français) promise pour chaque personne recherchée, la grande majorité de la population n'est pas prête à donner des informations, et le gouvernement a été incapable de mettre la main sur les personnes recherchées. De plus, l'interdiction a frappé les partis mais pas leurs syndicats, qui, eux, continuent à fonctionner. En septembre, le syndicat des fonctionnaires du gouvernement a appelé à une réunion de tous les syndicats pour débattre de la situation. Les syndicats liés à la plupart des organisations de gauche (le LSSP, le JVP et le NSSP) y ont participé et ont adopté une déclaration commune condamnant le pogrome et expliquant clairement qu'il s'agissait d'une action organisée et non d'un mouvement spontané de la population cinghalaise contre les séparatistes tamouls. Cette déclaration affirmait que le gouvernement devait prendre ses responsabilités vis-à-vis du pogrome, puisqu'il avait lui-même reconnu que des membres de l'armée y étaient impliqués. Cette déclaration réclamait également le versement d'une compensation aux personnes ayant subi des dommages, et appelait à la levée de l'interdiction frappant les partis de gauche. Un peu plus tard se tenait une autre réunion de ce type, où participaient cette fois les syndicats liés au SLFP (parti d'opposition bourgeois), le Parti communiste, et le Syndicat du commerce du Sri-Lanka (CMU), à l'issue de laquelle a été adoptée une déclaration condamnant l'interdiction des partis de gauche et la violence gouvernementale. ■

Il est également de notoriété publique qu'un grand nombre des « troupes de choc » utilisées au cours de ces événements, et particulièrement les 25 et 26 juillet, provenaient du syndicat contrôlé par le gouvernement, le Jathinka Sevaka Sangamaya. Un certain nombre de ministres, dont le ministre de l'Industrie, Cyril Mathew, et le ministre du Développement, de la région de Mahaweli, Gamini Bissanayake, disposent d'un grand nombre de personnes rémunérées par différents départements du gouvernement, qui sont spécialement mobilisés et détachés pour de telles activités.

Pour finir, la teneur raciste des discours prononcés par certains hauts fonctionnaires du gouvernement au cours du débat sur le 6e amendement de la Constitution (qui rend illégale toute propagande, en paroles et en actes, en faveur d'un Etat séparé) était telle que le gouvernement a été obligé de censurer le compte-rendu de la séance parlementaire ! Si la version non censurée des débats avait été publiée, il n'aurait pas été difficile de savoir qui avait réellement été à l'instigation de ce pogrome.

L'explication la plus plausible de ces événements semble être que les membres dirigeants du gouvernement, dont le président lui-même, voulaient « donner un avertissement » aux Tamouls vivant à Colombo, de façon à faire pression sur le TULF et les « terroristes ». D'autres éléments, dont des ministres en fonction, l'ont exploité ensuite pour leurs propres fins. Le plan du gouvernement a finalement dégénéré : d'une part, ceux qui s'y sont ralliés ont dépassé les limites originellement fixées et, d'autre part, le gouvernement indien d'Indira Gandhi a clairement fait comprendre à Jayewardene qu'il ne pouvait tolérer de telles attaques contre les Tamouls. Bien que le gouvernement n'ait pas voulu le reconnaître, il apparaît qu'il a été chercher secours auprès du Pakistan, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour contrer la « menace indienne ».

Quels qu'aient pu être les motifs des instigateurs de ces événements, ceux-ci, comme l'a déclaré le Premier ministre Ramasinghe Premadasa au Parlement, ont créé une rupture de facto entre les communautés tamoule et cinghalaise. Des milliers de Tamouls vivant dans le sud du pays ont décidé de partir pour s'installer dans les régions tamoules traditionnelles du Nord et de l'Est. Ce pogrome a également signifié l'échec de la tentative gouvernementale d'intimider les nationalistes tamouls favorables à un Etat séparé et à une action violente. Aussitôt après les événements de juillet, leurs groupes armés dans le Nord ont en effet gagné des centaines, si ce n'est des milliers, de nouvelles recrues, ainsi qu'un soutien financier provenant même de la part de Tamouls « modérés » vivant à l'étranger. En l'espace de six années, Jayewardene et son gouvernement ont contribué plus que n'importe qui d'autre à faire de la revendication d'un Etat tamoul séparé un objectif réalisable, et cela en réprimant les Tamouls modérés, en éveillant l'hostilité

d'alliés étrangers qui s'opposaient auparavant à la revendication séparatiste, en durcissant l'attitude du gouvernement indien, en empêchant les représentants élus de la population de participer à tout véritable dialogue visant à résoudre, par une voie parlementaire ou non, le problème, et enfin, en accentuant les dissensions internes du gouvernement lui-même.

Aujourd'hui, les ministres du gouvernement manifestent ouvertement leurs désaccords et utilisent la presse pour exprimer leurs propres points de vue. Même des Tamouls ralliés de longue date à l'UNP, à l'instar du ministre de la Justice Devanayagam, ont été poussés à cela face aux efforts de certains ministres visant à installer de force des Cinghalais sur des terres destinées à la population tamoule et musulmane dans la province de l'Est. Le dernier exemple en date de ces usurpations de terres a été l'installation, contre l'avis des autorités ministérielles de la région, de 50 000 Cinghalais dans le Wadamunai.

### LE LOBBY AMÉRICAIN

Les ultra-nationalistes au gouvernement pensaient qu'ils pourraient persuader les Etats-Unis de les protéger contre l'Inde. Ils pensaient que les Américains seraient plus que désireux d'occuper le port du Trincomali et d'y installer une base de « repos et de récréation » pour les marines. Ils envisageaient de faire ainsi d'une pierre deux coups : mettre un obstacle à ce que l'Inde vienne à la rescousse des Tamouls et aider à dégager le gouvernement du piège de l'endettement dans lequel il est tombé en poursuivant une politique « d'ouverture économique » et en dépendant des sommes — empruntées — énormes à des plans d'irrigation grandioses, d'utilité incertaine. Le président lui-même sent probablement que les Américains ne sont pas si naïfs et qu'ils ne tiennent pas tellement, aujourd'hui, à entrer en conflit avec

l'Inde, ce qui risquerait de mettre en péril leurs investissements et d'étendre l'influence des Soviétiques dans l'océan Indien.

Ainsi, le gouvernement de Jayewardene se trouve aujourd'hui dans une impasse à laquelle il ne voit aucune issue. L'UNP ne peut espérer obtenir l'aide du SLFP de Sirimavo Bandaranaike pour créer un consensus au sein de la population cinghalaise dans la mesure où le gouvernement lui a supprimé ses droits civiques et a usé de méthodes antidémocratiques inacceptables pour miner son organisation. Le pouvoir ne peut pas davantage trouver une solution au travers d'un dialogue avec le TULF, dans la mesure où le 6e amendement adopté au Parlement lui interdit de participer à toute discussion s'il n'a pas renoncé auparavant à son programme de lutte pour un Etat séparé. Même si le dirigeant du TULF, Amirthalingam, déclarait qu'au cas où le gouvernement s'engagerait à offrir une solution à leur problème, la revendication séparatiste pourrait être abandonnée, Jayewardene ne pourrait admettre de discuter avec le TULF sans se renier lui-même. Par ses actions et au travers des déclarations émises par d'importants ministres, le gouvernement a renforcé l'influence de l'aile la plus radicale des nationalistes tamouls et de ceux qu'il appelle « terroristes ». Au sein du cabinet, les dissensions internes sont telles que le gouvernement ne peut pratiquement plus fonctionner. Mais, surtout, le gouvernement de l'UNP a créé les conditions pour une intervention militaire de l'Inde, ou, au moins, pour une infiltration militaire à partir du Tamilnadu, ce qui augure mal de la paix et de l'indépendance du Sri Lanka.

Le seul petit espoir qu'il reste à Jayewardene est qu'Indira Gandhi lui offre ses bons services pour servir de médiateur entre le gouvernement et les représentants de la population tamoule. Elle a d'ailleurs effectivement envoyé un de ses proches

*Piquet de protestation à Londres organisé par les émigrés du Sri-Lanka. (DR)*



conseillers pour engager des discussions avec Jayewardene et d'autres dirigeants politiques. Jayewardene et ses ministres, qui avaient parlé d'Indira Gandhi en termes peu flatteurs dans le passé, lorsque le parti Janata (formation opposée au Parti du Congrès (I) d'Indira Gandhi) était au pouvoir, sont obligés aujourd'hui de faire amende honorable. Il y a peu, le gouvernement de l'UNP a déclaré qu'il était parvenu à un accord avec le représentant indien sur les termes d'un règlement à la question tamoule. L'avenir dira si le gouvernement essaiera de le rendre effectif ou si les « ultras » auront la haute main sur le pays et le pousseront vers de nouveaux troubles.

En attendant, le régime est confronté à une crise économique extrêmement sérieuse. La hausse des prix se situe entre 70 % et 80 %, le kilo de riz passant de 9 à 15 roupies (3 à 5 francs français). Les morts et la violence déchaînée en juillet, la mauvaise publicité que cela a fait pour le pays à l'étranger ont poussé de nombreux touristes à se décommander. Cette année, les revenus tirés du tourisme vont connaître une chute substantielle. Les troubles de juillet et la sécheresse ont grandement affecté la production du thé. De même, la destruction d'usines et de commerces sera à l'origine de nouveaux problèmes pour le gouvernement.

Le ministre des Finances, Ronnie de Mel, a déclaré que dans la mesure où il était très difficile d'obtenir des subventions et des prêts de la part des gouvernements et des agences étrangers, il n'aurait pas d'autre alternative que d'imposer de nouvelles charges à la population. Cette année, le déficit budgétaire est égal à 24 milliards de roupies (soit plus de 7,5 milliards de francs français) et, selon les estimations, les revenus ne couvriront que 39 % des dépenses. Le gouvernement du Sri Lanka fait face à des difficultés croissantes pour rembourser sa dette extérieure. D'un autre côté, les dépenses de l'Etat ne peuvent être davantage réduites sans provoquer une opposition de masse et des désordres civils.

Il est peu probable que les salariés accepteront de voir leur niveau de vie se dégrader encore davantage. Le gouvernement Jayewardene est susceptible, dans les mois à venir, d'être confronté à une opposition croissante des travailleurs et d'autres secteurs de la population, qui avaient été tenus en respect en grande partie parce qu'ils sentaient que le gouvernement était trop fort et qu'ils sortiraient vaincus de toute confrontation. Les événements de juillet ont introduit une rupture dans cette situation, et il est manifestement clair pour tous que de profondes dissensions fractionnelles ont brisé la cohésion interne du cabinet gouvernemental et sa capacité à prendre des mesures résolues. L'échec du président à résoudre la question nationale et les conséquences du pogrome de juillet mettent un point d'interrogation à l'habileté de Jayewardene à se maintenir dans ses fonctions.

Upali DA SILVA,  
Colombo, novembre 1983.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### MICRONESIE

#### Les bases américaines de l'océan Pacifique

*La Micronésie est un ensemble d'environ 2 000 îles regroupant quelque 110 000 personnes, dans le sud-ouest de l'océan Pacifique, entre le Japon, l'Australie, les Philippines et Hawaï. Cet archipel, divisé en quatre grands groupes d'îles (les îles Marshall à l'ouest, les Etats fédérés de Micronésie au sud, la République de Belau à l'est, et les îles Mariannes au nord), est étroitement contrôlé, depuis la Seconde guerre mondiale, par l'impérialisme US. Une série de votes des populations locales, intervenus récemment en faveur d'un Pacte de « libre association » avec les USA, entérine la mainmise militaire impérialiste sur la Micronésie.*

*A l'heure où l'impérialisme US tente de justifier l'intervention de ses 5 000 marines contre l'île de Grenade par l'existence d'un chantier de construction d'un aéroport international, l'article publié dans Intercontinental Press du 17 octobre dernier — revue bimensuelle publiée à New York par le Socialist Workers Party (SWP) — que nous reproduisons ci-après, illustre assez bien la politique américaine de mise en place, pour ses propres objectifs contre-révolutionnaires, d'un réseau de bases militaires à travers le monde, au mépris du droit des peuples à l'auto-détermination, de leur sécurité et de leur santé.*

En vertu d'accords conclus cette année avec trois des quatre groupes d'îles micronésiennes, le Pentagone va maintenir une forte présence militaire sur les quelque 2 000 îles qui forment la Micronésie, dans le sud-ouest du Pacifique, et cela pour le demi-siècle à venir au moins. Le 7 septembre, les habitants des îles Marshall ont été appelés à se prononcer pour un Pacte de « libre association » avec les Etats-Unis, qui a été accepté par 58 % des suffrages. Ce pacte, qui accorde aux insulaires le droit d'avoir leur propre gouvernement intérieur, donne par contre à Washington « entière autorité et responsabilité sur les questions de sécurité et de défense ». En vertu de cet accord, Washington bénéficie également d'un droit de veto concernant les relations extérieures des îles Marshall, qu'il peut utiliser s'il les juge « incompatibles avec son autorité et sa responsabilité sur les questions de sécurité et de défense ». Les électeurs des Etats fédérés de Micronésie ont accepté un pacte similaire, en juin 1983, et ceux de Belau (Républi-

que constitué d'une demi douzaine d'îles principales, dont la plus importante est celle de Belau, Ndlr.) ont également accepté un statut de « libre association » au mois de février dernier. Quant aux îles Mariannes, elles sont passées directement sous l'autorité américaine en 1975, en formant un « Commonwealth américain » (le Commonwealth des îles Mariannes du Nord) et bénéficient d'un statut identique à celui de Porto Rico. Washington a dépensé des sommes considérables pour convaincre les électeurs de ces trois groupes d'îles d'accepter un statut colonial — une « libre association » — plutôt que l'indépendance.

Les îles micronésiennes se trouvent sous la tutelle des Etats-Unis depuis que ceux-ci les ont conquises aux Japonais au cours de la Seconde guerre mondiale. Bien que depuis 1947 elles aient été officiellement placées sous mandat des Nations Unies, les îles n'en ont pas moins été gouvernées directement de Washington par le département américain de l'Intérieur. Après la Seconde guerre mondiale, le Pentagone a installé des bases militaires à travers toute la Micronésie et a opéré plus de soixante expériences nucléaires sur les îles. Les habitants de certaines îles Marshall ont été expulsés afin que celles-ci puissent être utilisées pour les expériences nucléaires. Six îles ont totalement disparu de la surface de la terre et d'autres sont devenues inhabitables en raison du taux de radioactivité et de la contamination.

Bien qu'on ait cessé de tester les bombes atomiques en Micronésie depuis 1963, ces îles restent un élément clé du programme d'expérimentation nucléaire du Pentagone. L'atoll (île corallienne formée d'un anneau de terre émergé entourant une lagune, Ndlr.) de Kwajelein dans les îles Marshall est ainsi devenu la cible d'essais de tir de missiles à partir de la base aérienne US de Vandenberg en Californie, à quelque 6 700 kilomètres de là. Le lagon de Kwajelein a également été la cible pour l'expérimentation des missiles balistiques intercontinentaux Minuteman III (ICBM) et, le 17 juin dernier, le premier missile portant une charge fictive a été lancé sur Kwajelein. Pour les quatre prochaines années, il est prévu de lancer sur cet atoll 19 de ces missiles MX, baptisés les « missionnaires de la paix » par Ronald Reagan. Pour pouvoir transformer Kwajelein en base de réception des tirs des missiles US, le Pentagone en a expulsé les habitants, et 2 000 militaires et techniciens américains sont venus prendre leur place. Tandis que le personnel américain vit dans l'atoll dans des conditions semblables à celles d'une riche banlieue américaine, leurs habitants, qui dépassent les 8 000, ont été entassés sur l'île voisine d'Ebeeye, dont la surface est plus petite

que celle de Central Park à New York. Les conditions de vie sur les 27 hectares de cette île constituent un véritable scandale international. Pour sa survie, la population est totalement dépendante des Etats-Unis en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire. Le système de fourniture d'eau est pollué, et le système du tout-à-l'égout est très rudimentaire.

Mais le Pentagone ne se contente pas d'avoir fait de cet atoll un site d'expérimentation pour ses missiles. Il dispose en Micronésie d'autres bases de premier plan. Lorsque Washington a fait adopter à la hâte, en 1975, l'accord de « Commonwealth » concernant les îles Mariannes — accord rejeté par les trois autres groupes d'îles —, le Pentagone a obtenu une concession de 100 ans sur les deux-tiers de l'île de Tinian, site d'une énorme base aéronavale américaine. Au cours de la Seconde guerre mondiale, les bombardiers qui ont lâché la bombe atomique sur Hiroshima sont partis précisément de cette île. En vertu de l'accord de 1975, le gouvernement américain paie aux îles Mariannes du Nord environ 200 francs par hectare et par an pour louer le terrain où se trouve la base de Tinian.

Le Pentagone prévoit également de construire une grande base militaire à Belau, qui se trouve à 800 kilomètres à l'est des Philippines. Celle-ci est considérée comme extrêmement importante par les experts du Pentagone, car la montée de la lutte des classes aux Philippines est susceptible de remettre un jour en question l'utilisation des bases américaines gigantesques qui s'y trouvent. En échange d'une aide économique annuelle d'un montant de 20 millions de dollars (160 millions de francs français) accordée à Belau, le Pentagone prévoit d'y construire une base de sous-marins Trident, une base d'entraînement militaire d'une superficie de 120 km<sup>2</sup>, d'agrandir les deux terrains d'aviation afin qu'ils puissent être utilisés par les avions militaires, et d'aménager une zone de 800 hectares destinée à entreposer des armes nucléaires et conventionnelles. En fin de compte, c'est un tiers du territoire de Belau que le Pentagone prévoit de s'approprier pour son utilisation exclusive.

Une partie de ces plans ont cependant été mis en question par le vote du 10 février à Belau. Bien que les habitants aient approuvé le Pacte de « libre association », dont un paragraphe spécifique accorde le droit aux Etats-Unis d'entreposer des armes nucléaires sur les îles, les électeurs ont également confirmé le paragraphe de la Constitution de Belau qui interdit toute expérimentation et tout stockage de telles armes sur son territoire. Le 1er juillet dernier, Belau et les Etats-Unis ont signé un accord de compromis autorisant les bâtiments de guerre nucléaires américains à utiliser les eaux territoriales de Belau, mais interdisant le stockage d'armes nucléaires sur son territoire. Un traité identique signé avec le Japon a montré que cela n'imposait aucune restriction sur les armes nucléaires américaines, dans la mesure où la politique du Pentagone consiste à ne jamais dévoiler si

un avion ou un bateau transporte effectivement des armes nucléaires.

Suite au vote du 7 septembre aux îles Marshall, en faveur de la « libre association », Washington a également été déchargé de sa responsabilité légale pour les dommages causés aux habitants des îles par deux décennies d'expérimentation nucléaire. Quatre milliards de dollars (trente-deux milliards de francs français) de dommages et intérêts ont été requis contre les USA par les Marshalliens ayant subi des dommages personnels ou sur leurs propriétés, suite aux 66 explosions nucléaires dont les atolls d'Eniwetok et de Bikini ont été le théâtre. En 1954, un nuage radioactif provenant d'une explosion nucléaire s'était abattu sur ces trois îles, contaminant 236 Marshalliens, 28 Américains et 22 japonais, membres de l'équipage d'un chalutier qui croisait dans la région. Un des pêcheurs japonais est du reste mort des suites de ses brûlures radioactives. Depuis lors, le nombre de fausses-couches, de tumeurs de la thyroïde, de cancers et de leucémies s'est accru de façon significative parmi la population locale touchée par les radiations.

D'autres habitants des îles Marshall ont également été exposés à des taux de radioactivité dangereusement élevés. En 1970, les habitants de l'atoll de Bikini ont été autorisés à retourner sur leur île d'origine, d'où ils avaient été délogés en 1946 pour permettre d'y opérer 23 expériences nucléaires. Mais, huit ans après leur retour, ils ont été à nouveau évacués lorsqu'il fut décidé que le taux de radioactivité était encore beaucoup trop élevé.

Dans le Pacte de « libre association », la responsabilité du gouvernement américain pour les dommages causés se limite au versement de 150 millions de dollars (1,2 milliard de francs français) à un fonds d'aide aux victimes des expérimentations nucléaires US. Cependant, comme le fait remarquer Glenn Alcalay, membre d'une association de lutte contre le nucléaire (National Association of Atomic Veterans), « nous ne savons pas combien de générations souffriront d'altérations génétiques du fait de ces expériences ». ■

## MEXIQUE

### La Liga socialista rejoint le PRT

Le 19 novembre dernier, la Ligue socialiste (LS) rendait public un communiqué dans lequel elle annonçait sa fusion avec le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale. Fondée en 1982 à la suite d'un processus d'expulsions et de rupture d'anciens membres du Parti ouvrier socialiste (POS), organisation liée au courant international moréniste qui a scissionné de la IVe Internationale en 1979, la LS était en contact avec le PRT depuis

cette date. Le PRT entreprit en effet des discussions régulières avec cette organisation, qui avaient donné lieu à une activité commune dans certains domaines, ce qui, finalement, a permis d'ouvrir la voie à cette possibilité d'unification de la LS avec le PRT. La déclaration de la LS, dont nous reproduisons ci-après de larges extraits, a été publiée dans *Bandera Socialista*, organe du PRT, du 20 novembre 1983.

Après avoir analysé la politique du gouvernement mexicain et ses attaques contre le niveau de vie des masses travailleuses et contre les libertés démocratiques, la LS déclare que pour « s'opposer à cet assaut du gouvernement et de la bourgeoisie, les travailleurs ont besoin de l'unité la plus large, tant au niveau syndical que politique. En ce qui concerne le premier aspect, des acquis significatifs ont été enregistrés, comme en témoignent la formation du Front national en défense des salaires, contre l'austérité et la vie chère (FNDESCAC), et le Comité national de défense de l'économie populaire (CNDEP), organismes qui ont donné un important élan au travail commun en en relation avec la grève nationale civique (Paro Civico Nacional) (1). En ce qui concerne l'unité des organisations politiques, celle-ci s'est fondamentalement réalisée dans le cadre de l'organisation des tâches des organismes mentionnés ci-dessus, mais le chemin parcouru a été très faible en ce qui concerne une unité organique permettant de centraliser les forces dispersées des organisations qui se réclament des travailleurs et de la gauche. Cela constitue un sérieux obstacle sur la voie de la formation d'un parti révolutionnaire qui réponde aux intérêts les plus pressants des travailleurs — intérêts qui, aujourd'hui, se synthétisent dans la lutte contre les attaques du gouvernement et des patrons — et pour l'avancée vers la construction d'un Mexique socialiste.

C'est dans ce contexte que la Ligue socialiste et le Parti révolutionnaire des travailleurs ont décidé d'additionner leurs forces pour pouvoir avancer d'une manière plus ferme dans la construction du parti révolutionnaire disposant d'une influence dans d'importants secteurs des masses. Cette unification est le produit d'une profonde réflexion sur nos accords et nos divergences. Il est évident que ces dernières subsistent, tant au plan national qu'international. Cependant, nous sommes convaincus qu'elles peuvent être résolues dans un cadre organisationnel commun. Notre participation commune aux élections fédérales de 1982 nous a non seulement permis de constater les convergences qui nous unissent, mais aussi les énormes possibilités qui existent au Mexique pour le développement d'une organisation révolutionnaire disposant d'une forte influence de masse. Malgré la fraude organisée par le gouvernement à l'encontre du PRT, les résultats électoraux ont démontré à quel point l'alternative marxiste révolutionnaire est socialement enracinée.

Nous pensons qu'un parti qui aspire à regrouper en son sein la majorité des ouvriers, des paysans, des habitants des bidonvilles, et de tous les exploités et opprimés, doit, pour y parvenir, participer quotidiennement aux luttes, aussi élémentaires soient-elles, de ces secteurs sociaux. Il doit le faire sur la base d'une politique qui réponde à la fois aux problèmes élémentaires qui sont posés et qui permette de faire progresser la compréhension de ce que la solution définitive de ces mêmes problèmes ne s'obtiendra qu'à travers la révolution socialiste. Il doit aussi faire avancer la compréhension que, pour y parvenir, il faut une mobilisation permanente de tous les exploités et opprimés, dans la plus totale indépendance par rapport à la bourgeoisie, à son Etat, à son gouvernement, à ses partis, et aux appareils de domination qu'elle utilise. Un parti qui se fixe de tels objectifs part du principe que « l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et il ne doit ni encourager ni avoir d'illusions quelconques sur la possibilité d'alliances avec de supposés secteurs progressistes ou nationalistes du gouvernement bourgeois ou de la bourgeoisie.

Nous pensons qu'un parti de cette nature, pour avancer et se développer de manière saine, doit avoir comme socle fondamental le principe organisationnel de la plus large liberté de discussions internes pour la définition des alternatives politiques. Mais, en même temps, il doit avoir une unité de fer dans l'action, après les débats, pour assurer l'application homogène et centralisée de ce qui a été décidé. Il doit, en d'autres termes, être régi par le centralisme démocratique.

(...) La convergence du combat des travailleurs du monde entier, produit en définitive du caractère international du capital, démontre la dynamique internationale de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme, laquelle rend indispensable la construction d'un parti mondial de la révolution.

Enfin, nous en appelons aux autres organisations qui se réclament du marxisme révolutionnaire, pour que s'ouvre la discussion nécessaire pour déterminer les divergences et convergences existantes. Ceci, dans le but de chercher, au travers de la pratique révolutionnaire, les chemins qui permettront de nous doter d'un cadre organisationnel commun et de regrouper ainsi la plus grande quantité de forces possibles dans la tâche de construction du parti révolutionnaire et socialiste. Nous, qui avons formé la Ligue socialiste, composée essentiellement de camarades expulsés du Parti ouvrier socialiste, ou qui l'ont quitté, nous en appelons, étant donné l'état de décomposition du POS, aux camarades qui continuent à le quitter, pour qu'ils rejoignent le PRT afin de poursuivre le travail de construction du parti révolutionnaire. ■

1. Sur l'analyse du PRT concernant le « *Paro Civico Nacional* » du 18 octobre 1983, se reporter à *Inprecor* numéro 161 du 21 novembre 1983.

## ITALIE

### Pétition pour un référendum populaire sur les missiles de l'OTAN

*Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du texte de la pétition popularisée par la Liga Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale, dans le cadre de sa campagne en faveur d'un référendum populaire sur l'installation des missiles de l'OTAN à Comiso (Sicile). Cette idée de référendum populaire avait été avancée par quinze sénateurs de la Gauche indépendante, qui regroupe des députés élus sur des listes du Parti communiste italien (PCI), mais structurés dans un groupe parlementaire indépendant.*

La Liga Comunista Rivoluzionaria lance une pétition à l'adresse des partis de gauche dans l'opposition et de tous les membres du Parlement soucieux de respecter la souveraineté populaire.

Notre pétition demande que soit approuvé le projet de loi présenté par la Gauche indépendante avant la dissolution de l'ancien Parlement et qui a été soumis à nouveau le 22 octobre dernier. Ce projet prévoit l'organisation d'un référendum populaire permettant au pays tout entier de se prononcer sur l'installation des missiles Cruise à Comiso.

La proposition de référendum aurait dû être appuyée par toutes les forces politiques qui ont pris position contre l'installation des nouveaux missiles. Elle aurait dû être acceptée aussi par des forces politiques et des membres du Parlement qui, tout en étant favorables à ce déploiement des missiles à Comiso, entendent respecter les normes démocratiques les plus élémentaires. En fait, il n'y a pourtant eu, jusqu'ici, aucun acte concret de soutien à ce projet.

La LCR s'adresse tout d'abord aux partis politiques de gauche dans l'opposition auxquels elle demande : « Etes-vous opposés à l'installation des missiles à Comiso et n'importe où ailleurs en Italie ? Si oui, vous devez soutenir le projet de loi de la Gauche indépendante, qui représente l'instrument le plus concret pour empêcher leur déploiement. »

Mais cette pétition s'adresse également à tous les membres du Parlement en ces termes : « Etes-vous réellement convaincus de représenter la volonté populaire ? Si oui, démontrez-le donc en acceptant que cela soit vérifié concrètement par un référendum populaire sur l'implantation des missiles à Comiso. » Car ce n'est pas là une décision banale. Cela est d'ailleurs démontré par les manifestations pacifistes, qui ont mobilisé des millions de personnes de différentes options politiques et idéologiques dans tous les pays concernés par le déploiement des missiles.

Les missiles Cruise et Pershing II représentent un danger sans précédent pour

la survie même de l'humanité tout entière. Aucun autre missile de terre, ni à l'Ouest ni à l'Est, ne dispose de leurs « qualités » technologiques. Leur vitesse, leur précision et leur capacité d'échapper aux systèmes défensifs en font l'arme typique du « premier coup » visant à surprendre l'adversaire. Ce n'est pas par hasard que les experts de l'armée américaine et de l'OTAN ont développé la théorie de la possibilité d'une guerre nucléaire « limitée » en Europe. L'installation des Cruise et des Pershing II est donc une question de vie ou de mort pour l'Italie, pour l'Europe et pour l'humanité tout entière, puisqu'une guerre nucléaire « limitée » est impossible. Les travailleurs italiens ont donc le droit de faire valoir leur volonté et d'être correctement informés de la portée réelle des opérations de réarmement en cours depuis quelques années. ■

## SENEGAL

### Campagne de meetings de l'OST

Depuis plusieurs mois, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, IVe Internationale), a entrepris une campagne de dénonciation de la politique économique du gouvernement d'Abdou Diouf, et plus particulièrement de sa décision de « réajustement des prix ». Sous les directives du Fonds monétaire international (FMI) et pour tenter de faire face à la crise du système néo-colonial et à la gabegie généralisée qu'elle engendre, le gouvernement sénégalais a en effet fortement augmenté les prix des biens de première nécessité, réduisant encore un peu plus les moyens de survie de la population.

Cette politique s'inscrit dans le contexte économique d'une catastrophique récolte d'arachide (principal produit d'exportation), des conséquences de la hausse du dollar et de la dépréciation du franc (le Sénégal appartient à la Zone franc et sa monnaie, le franc CFA, a une parité fixe avec le franc français), et du coût de l'entretien d'un important corps expéditionnaire sénégalais dans la Gambie voisine.

L'OST a donc pris l'initiative, en octobre dernier, d'organiser une série de réunions publiques qui, à l'échelle de ses forces militantes et de ses moyens encore modestes, ont néanmoins démontré qu'une telle action était payante. Plusieurs de ces meetings ont eu lieu à Dakar, la capitale, réunissant 150 personnes dans le quartier populaire de Niayes Tioker, 60 à Médine, 50 à Liberté V, 50 à Baobab, et ce, malgré les intimidations de la police destinées à entraver l'accès à certaines de ces réunions publiques pourtant légales. L'OST a aussi tenu des meetings dans des villages, comme au village de pêcheurs de Joal (60 personnes) ou à Palmerin (50 personnes).

Bien que modeste, le succès de ces meetings est à l'image de l'activité actuelle de l'OST. Il a amené cette organisa-

tion a tirer, dans la pratique, les leçons de la paralysie traditionnelle d'une opposition sénégalaise encléée dans la vieille tradition de la palabre mais peu à même d'agir concrètement pour la mobilisation des masses populaires.

Avant les élections présidentielles de mars 1983, les militants de l'OST avaient mené campagne pour la présentation d'une candidature unique des organisations ouvrières (cf. *Inprecor* numéro 141 du 17 janvier 1983). Toutefois, l'essentiel des organisations ouvrières de l'opposition choisirent de soutenir des candidats bourgeois. Bien que les chances purement électoralistes de ces candidats aient été à peu près nulles, l'impact d'une telle soumission à des candidats bourgeois et à leurs programmes ne pouvait avoir que des conséquences très négatives sur la conscience de classe des masses populaires. Après la victoire frauduleuse du candidat gouvernemental du Parti socialiste sénégalais s'ouvrit une phase de contestation généralisée des résultats par toute l'opposition. Mais plutôt que de suivre les propositions de l'OST allant dans le sens d'une mobilisation organisée de la population contre cette fraude électorale, les autres formations d'opposition préférèrent s'engager dans une interminable et stérile discussion sur la constitution d'un front permanent et multiclassiste de l'opposition, débattant sans fin de son orientation stratégique et des personnalités les plus aptes à le diriger, sans se soucier le moins du monde de sa capacité réelle d'intervention de masse et de mobilisation.

Il y a là aussi matière à tirer le bilan des pratiques stériles traditionnelles de l'opposition sénégalaise. C'est ce qu'a fait l'OST, en cherchant à montrer, en pratique, qu'une organisation qui désire réellement s'adresser aux masses populaires doit avant tout faire des propositions concrètes d'action pour œuvrer à la mise en marche du mouvement des masses.

Le silence des autres organisations sur la question de l'augmentation des prix est un silence complice qui s'inscrit objectivement dans le soutien au projet gouvernemental d'union nationale. A un moment où de nombreuses grèves ouvrières éclatent, exprimant la réelle combativité de secteurs de la classe ouvrière, la passivité de l'opposition n'en est que plus criminelle. Dans ce contexte, les meetings de quartier organisés par l'OST dans la rue constituent, d'une certaine manière, une forme nouvelle de s'adresser aux masses populaires et, pour ces dernières, une forme nouvelle de rapport avec une organisation politique ouvrière. L'OST souhaite que ce soit sur ce genre de terrain que puissent s'exprimer les débats entre courants politiques, et non par des relations personnelles entre dirigeants ou par simples communiqués communs d'états-majors, sans lendemain dans l'action.

Dans un pays où la légalisation des organisations d'opposition est encore très récente et demeure en tout état de cause précaire, beaucoup ont fait le choix du confort douillet de la critique idéologique, afin de ne pas prendre trop de ris-

ques avec la répression. Mais c'est finalement faire peu de cas du sort du peuple travailleur sénégalais qui, lui, attend des solutions concrètes à ses problèmes présents et des perspectives de mobilisation pour exprimer son mécontentement. ■

## PUBLICITE

### LE VOLUME II DE « LA GENESE DU CAPITAL DE KARL MARX », DE ROMAN ROSDOLSKY, DOIT PARAITRE

Il y a sept ans était publié, aux éditions François Maspero, le premier volume de l'ouvrage de Roman Rosdolsky, *La genèse du Capital de Karl Marx*. L'auteur y analysait la genèse et l'articulation du plan de l'œuvre économique de Marx. On y lit des considérations méthodologiques sur la dialectique marxiste, la théorie marxiste de l'argent, le procès de la production (échange entre capital et travail, production de plus-value, accumulation du capital, etc.). Cet ouvrage comportait en annexe une étude de la théorie marxiste du salaire.

L'évolution concernant la vente d'ouvrages marxistes s'est ajoutée aux difficultés matérielles pour empêcher le même éditeur de publier le second volume de cet ouvrage, pourtant indissociable du premier. Ce second volume analyse le processus de circulation du capital, les notions de profit et d'intérêt, et surtout, dans la conclusion générale de l'ou-

vrage, le processus social de production, la loi de la valeur, l'organisation de la société socialiste, ainsi que l'analyse des critiques révisionnistes et leur réfutation.

On peut donc regretter que l'année du centenaire de la mort de Marx s'achève sans qu'il soit possible de disposer de cet ouvrage qui reste, à ce jour, dans son ensemble, la meilleure et la plus profonde étude de la totalité de l'œuvre de Marx.

Il existe cependant un projet de reprise de l'édition de ce second volume par les Editions et documentation internationales (EDI). Toutefois celui-ci ne pourra voir le jour qu'à la condition d'être soutenu par une souscription préalable.

Toutes les personnes disposées à s'engager à souscrire pour la somme de 75 ou 80 francs (pour un prix de catalogue de 115 ou 120 francs, suivant le tirage) doivent donc nous le faire savoir le plus rapidement possible, en nous renvoyant le formulaire de pré-inscription ci-dessous, à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil.

.....  
Je suis prêt à souscrire à la publication du second volume de *La genèse du Capital*.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Signature : .....

# Quatrième Internationale

Périodique

n° 12

1 décembre 1983

## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

« Non-alignement » et unilatéralisme .....	3
Salvador Cayetano Carpio - Testament politique .....	9
Joaquin Villalobos - Un bilan de la guerre civile .....	25
Arthur Wilkins - La stratégie du FSLN nicaraguayen : L'insurrection populaire prolongée .....	49
Nguyen-Khac-Viên - Lettre à l'Assemblée nationale vietnamienne .....	75
Louis Couturier - Une critique antibureaucratique .....	79
Philippe Andréa - La politique du PCF de la Libération à la guerre froide .....	85
NOTES DE LECTURE .....	97

## 30 000 femmes contre les missiles de l'OTAN à Greenham Common



A l'occasion du quatrième anniversaire de la décision, prise en décembre 1979 par l'Organisation du traité de l'Atlantique-nord (OTAN), de déployer de nouveaux missiles nucléaires en Europe en cas d'échec des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique à Genève (dite pour cela « double » décision), les femmes britanniques mobilisées autour de la base aérienne de Greenham Common avaient appelé à une manifestation nationale pour le 11 décembre 1983.

Les 16 premiers missiles Cruise étaient arrivés à Greenham Common le 23 novembre 1983. Le 11 décembre, 30 000 manifestantes — il s'agissait en effet presque uniquement de femmes — se sont rassemblées devant la base aérienne. Quelques centaines d'entre elles sont arrivées à détruire partiellement la première clôture et à parvenir jusqu'à la seconde grille d'enceinte, qui était recouverte de fil de fer barbelé. Quelques heures plus tard, un autre groupe de femmes réussissait à arracher les piquets de la palissade et à pénétrer sur le terrain même de la base aérienne. Elles furent aussitôt arrêtées.

Il y eut plus de cinquante arrestations dans l'ensemble de ces actions et, pour la première fois, la police à cheval avait été appelée à la rescousse. La Campaign for Nuclear Disarmament (CND, Campagne pour le désarmement nucléaire) soutenait l'initiative des femmes de Greenham Common, mais était restée en retrait de son organisation, car beaucoup de femmes désiraient en faire une action des femmes elles-mêmes. La base aérienne de Greenham Common, entourée en permanence de dizaines de femmes, ressemblera sous peu à un véritable camp de concentration.

La prochaine épreuve de force sera donc celle qui consistera à voir si le gouvernement de Margaret Thatcher osera faire sortir les missiles de l'enceinte de la base et les faire circuler à travers le pays pour les essais de mise en disposition logistique prévus. Si ce devait être le cas, la CND appellerait alors à dresser partout des barricades et à organiser massivement le blocus des voies de communications pour empêcher la sortie des missiles de la base.